

n°376 Mars 2014 2€50

# Rouge & Vert

LE JOURNAL DES ALTERNATIFS



**Il était une fois  
la Social-Démocratie...**

# Il était une fois la Social-Démocratie...

*Les partis se réclamant de la social-démocratie sont depuis longtemps confrontés à l'épuisement de leur modèle ancien de compromis social. Ce modèle visait, en s'appuyant sur des rapports de forces sociaux et politiques, en Europe comme au niveau international, à imposer une répartition des richesses permettant la progression du niveau de vie des classes populaires et la consolidation des acquis collectifs de l'Etat-providence. Le capitalisme financiarisé et mondialisé n'est pas prêt à de tels accords. Dans les faits, les partis s'affirmant "sociaux-démocrates" sont donc en recherche d'improbables compromis gagnant-gagnant avec les forces du capital, et en réalité, le plus souvent, négocient des régressions sociales. Le PS ne fait pas exception.*

Certains aspects du projet de l'ancienne social-démocratie transformatrice sont désormais présents dans le programme "l'Humain d'abord" du Front de Gauche, comme ils le furent, au début des années 80, dans le Programme Commun de la gauche.

Le positionnement de Hollande est d'abord une mise en cohérence des actes et de la proposition politique. Cette mise en cohérence est forte sur le plan symbolique, car elle remet en cause une ambiguïté jusqu'ici assumée par le PS; Un tel tournant devrait, en bonne logique, conduire à une redéfinition des alliances politiques. Et, dans les faits, tout rapproche la politique suivie par Hollande et son gouvernement du projet présenté par François Bayrou à la Présidentielle.

On doit cependant se souvenir que les tournants stratégiques du PS, pour se construire pleinement, prennent du temps. Ainsi, il fallut une quinzaine d'années pour passer des premiers accords électoraux entre le PCF et la SFIO (ancêtre du PS) aux Municipales à l'élection de François Mitterrand en 1981. La poussée des droites extrêmes, l'alignement libéral du PS peuvent cependant conduire à des processus plus rapides de réorganisation du champ d'alliances du parti au pouvoir.

Celle-ci passerait par une renonciation explicite y compris

au niveau local, à la référence, de plus en plus symbolique il est vrai, aux alliances à gauche. La logique ultime du processus serait d'assumer une forme de bloc politique centriste, en osmose avec les projets de l'Union Européenne libérale. La gauche alternative est de longue date confrontée à la nécessité d'un nouveau projet de transformation. Nous l'articulons notamment autour des dynamiques citoyennes et autogestionnaires, y compris sur les terrains de l'expérimentation, de l'égalité des droits, de la réduction forte du temps de travail, de l'appropriation sociale, de la transition écologique.

Un PS assumant jusqu'au bout son nouveau cours conduirait à réviser des éléments clés des stratégies anciennes à sa gauche. Impasse pour les stratégies d'alliance conflictuelle du PCF, mais aussi pour celles, plus ou moins théorisées et mises en pratique, de front unique/débordement des gauches radicales

Il nous faudrait à la fois aider à l'émergence du projet, du bloc social, et des alliances politiques en mesure d'aider à son accouchement. Et ce, dans une période de divisions profondes au sein des classes populaires, un temps où se mêlent colères et résignation. A dire vrai, ces défis sont devant nous, même si le PS, pour un temps encore, n'assume pas pleinement le tournant de Hollande. ■

Jean-Jacques BOISLAROUSSIE



LE DEVELOPPEMENT DE LA PRESSE AUTOGESTIONNAIRE REPOSE SUR L'ENGAGEMENT DES ADHERENT/E/S ET DES SYMPATHISANT/E/S DES ALTERNATIFS COMME SUR L'AUGMENTATION DU NOMBRE D'ABONNEMENTS. DE NOMBREUX ABONNEMENTS A ROUGE & VERT SONT UN ENCOURAGEMENT A RENFORCER NOTRE ACTIVITE, ET NOUS EN DONNENT LES MOYENS. NOUS COMPTONS SUR TOUS

## Rouge & Vert Je m'abonne!

Nom : \_\_\_\_\_ Prénom : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_

Je m'abonne à «Rouge et Vert» et à la «Lettre des élu-e-s»

Je rejoins les Alternatifs en 2013

Ci-joint chèque de 50 euros à  
à l'ordre de Rouge et Vert

Merci de faire parvenir ce bulletin et le chèque à :  
Les ALTERNATIFS 40, rue de Malte 75011 Paris

40, rue de Malte 75011 Paris Courriel : [contact@alternatifs.org](mailto:contact@alternatifs.org)  
tel. 01 43 57 44 80 fax. 01 43 57 64 50

Commission paritaire n°1018 P 11445 ISSN 1146-3961

Directeur de publication : J. J. Boislaroussie,  
Coordination et maquette : M. Colloghan

Ont collaboré à ce numéro :

Ont participé à ce numéro :  
Christophe AGUITON, Jean-Jacques  
BOISLAROUSSIE, Benoit BORRITS,  
Nicola BULARD, Jean-Paul BRUCKERT  
Bruno DELLA SUDDA, Julien DOUILLARD,  
Vincent DUGUET, Dominique DUPLAN,  
Vladimir Claude FISERA, Pierre KHALFA,  
Arthur LEDUC, Christophe LEMASSON,  
Richard NEUVILLE, Janine ORSSAUD,  
François PRÉNEAU, Joëlle REYNAUD  
Nikou TRIDO Et Alain VERONESE

Corrections : Daniel ROMET

Edité par la SARL SECA (Société d'Édition et de Communication des Alternatifs)  
SARL au capital de 4000€ RCS Paris B448 326 835 durée : jusqu'au 28 avril 2063. Gérant : R. Mérieux

imprimé par Expressions II :  
01 43 58 26 26

[WWW.ALTERNATIFS.ORG](http://WWW.ALTERNATIFS.ORG)



## AVEC LES INTERMITTENT.E.S

Si il a renoncé à exiger le démantèlement pur et simple du système d'indemnisation des intermittent.e.s, le MEDEF entend bien réduire leurs droits, comme ceux de tous et toutes les chômeurs

Les droits spécifiques des intermittent.e.s ne s'apparentent pas à une subvention à la culture, mais constituent un régime de protection sociale reposant sur la solidarité interprofessionnelle pour des salarié.e-s qui cotisent et connaissent une forte précarité.

Pour les Alternatifs, ce système n'est pas un "archaïsme", mais préfigure ce que devrait être une solidarité collective assurant la sécurisation des parcours professionnels. L'enjeu est essentiel, dans une situation où de très nombreux.ses salarié.e.s en sont réduits à négocier, le dos au mur, des indemnités de licenciement

La lutte des intermittent.e-s constitue un enjeu global contre

la précarisation et le chômage au même titre que la réduction du temps de travail. Elle pose aussi la question de la place de la culture, menacée, comme bien d'autres dimensions de nos vies, par la marchandisation généralisée et les politiques de régression sociale et d'austérité. Cette volonté de tout marchandiser s'accompagne d'un discours politique et médiatique visant à consolider l'idée qu'aucune autre vision de la société n'est possible, que ce sont les entreprises qui doivent être aidées, et pas les précaires qui seraient des "profiteur/ses".

Le 27 février, une première et forte mobilisation nationale a contraint le MEDEF à revoir son discours. Mais d'autres seront nécessaires pour le faire réellement reculer, toujours dans l'unité des professionnels du spectacle, mais aussi par le rassemblement le plus large avec tous les salarié.e-s, les précaires et les privé.e-s d'emploi. ■

Les Alternatifs 4 mars 2014

## Notre Dame des Landes : jusqu'au retrait du projet

La principale leçon de la manifestation du samedi 22 février contre le projet d'aéroport à Notre-Dame des Landes, c'est la force et la diversité grandissante du mouvement de solidarité. Une forte présence du monde paysans, avec des centaines de tracteurs, des dizaines de milliers de personnes dans la rue, dont une grande partie dans les cortèges des collectifs de soutien et de mobilisation.

La preuve est ainsi faite que nous pouvons reprendre la rue. Elle est aussi faite que la lutte à Notre Dame des Landes rencontre, par sa ténacité, son

inventivité, ses exigences d'alternative au capitalisme productiviste, un large écho dans la société, avec la multiplication des comités de soutien et l'engagement de très nombreux jeunes. Le pouvoir peut réprimer, tenter de détourner l'attention de l'essentiel, il ne cassera pas la mobilisation. Nouvelles formes de politisation, lien entre résistance et alternative, entre écologie et combat social : l'élan est confirmé, jusqu'au retrait du projet Vinci-Ayrault ! ■

Les Alternatifs, 23 février 2014

## Face à l'offensive du MEDEF contre les (maigres) droits des chômeurs et le régime indemnitaire des intermittents

Contre le chômage, pour le partage des richesses et la réduction du temps de travail. C'est dans la rue que ça se passe !

La mutation de l'économie capitaliste entraîne des gains de productivité. Mais ce système conduit aussi à la précarisation et à l'appauvrissement de nombreux/ses salarié.e.s, à la multiplication des temps partiels subis, et à un niveau de chômage élevé. Si beaucoup chôment, certain.e.s triment. Et, sous la pression du capitalisme managérial, la souffrance au travail augmente. Une alternative est donc urgente. Elle passe par le partage des richesses et la réduction du temps de travail.

La négociation UNEDIC s'est engagée en janvier. Et, fort de ses pas de deux avec Hollande-Ayrault, le MEDEF est à l'offensive. Le régime indemnitaire des intermittent.e-s du spectacle vivant lui est insupportable, au même titre que les autres formes de salaire socialisé - donc de solidarité sociale. Pus globalement,

il considère les droits des chômeurs comme un obstacle au redéploiement libéral qu'il entend imposer en concertation avec le gouvernement. La mobilisation solidaire des chômeurs et chômeuses, précaires, salarié.e.s est seule en mesure d'empêcher le recul des droits des chômeurs.ses et de porter des propositions d'urgence. Plusieurs revendications sont portées par les organisations de chômeurs.ses, parmi celles-ci :

- Un revenu personnel de remplacement pour toutes et tous, à hauteur de 80% du SMIC
- La redéfinition du fonctionnement et des fonctions de Pôle Emploi, lui permettant de jouer pleinement le rôle de service public de l'emploi
- Des formations réellement au service des sans-emploi plutôt que des stages bidon.

Une grande partie de ces revendications d'urgence nécessitent un partage des richesses, l'élargissement du

financement de l'UNEDIC par la taxation de tous les revenus du capital, une action résolue contre les contrats courts et précaires. Autour des intermittents du spectacle, la mobilisation contre les diktat du MEDEF et le recul des droits est en marche : de nouvelles manifestations ont eu lieu le 27 février. Les Alternatifs en sont solidaires. Face à un système qui continuera à produire précarité et emplois low cost, les incantations à la croissance sont une voie sans issue. C'est un nouveau modèle de développement qu'il faut inventer, liant justice sociale et transition écologique. La sécurisation des parcours professionnels, défendue par plusieurs organisations syndicales, est un premier objectif de transformation. Et une réduction forte du temps de travail tout au long de la vie (vers les 30 heures hebdomadaires) un point de passage obligé pour ne pas continuer à subir un système où beaucoup chôment et d'autres triment pour qu'une petite minorité profite. ■

Les Alternatifs 17 février 2014

# Ils ont osé !

Invité par le préfet de Région à prendre position sur le dossier du projet de Liaison Autoroutière CASTRES-TOULOUSE, le Conseil Général du Tarn s'est prononcé pour la solution de la concession au privé et du péage à 15 euros. Ceci, malgré celles et ceux qui se battent inlassablement depuis des années pour démontrer l'inutilité de ce projet pharaonique.

Les personnes qui ont pris cette position prétendent agir pour «répondre aux besoins du territoire», pour «être à l'écoute de la population» ou pour «œuvrer pour l'avenir du Bassin de CASTRES-MAZAMET, en le désenclavant». Elles ne sont que les esclaves dévoués du productivisme et du consumérisme, au service d'un seul but : faire «toujours plus de profits», au détriment des personnes et de leur milieu de vie.

Pour Les Alternatifs du Tarn, les solutions ne passent pas par le mirage d'une autoroute, concédée ou gratuite, ni par celui d'un redéploiement industriel censé en être la conséquence. Un véritable désenclavement durable ne peut se limiter à une liaison vers la Métropole régionale, aussi attractive cette dernière puisse-t-elle paraître. Il passe par la remise en état du tissu routier, permettant d'abord de développer les liaisons de proximité. Il passe par le développement d'un réseau de Transports Collectifs attractif, visant la gratuité. Il passe par le développement d'une économie de proximité, par l'encouragement à une agriculture paysanne permettant de fournir la population locale en produits alimentaires sains, par le petit artisanat, par le commerce de proximité et par des Services Publics (santé, postes, etc. . .) accessibles. Des pistes qui, couplées à une réelle démocratie active, pourraient être financées plus profitablement pour tous, avec une partie seulement des sommes que nos collectivités s'apprêtent à gaspiller dans ce projet irrationnel.

Il est possible de vivre et de vivre autrement, sans autoroute. Et certainement aussi sans ces représentants élus, de tous bords, qui se contentent de gérer les intérêts du Capital.

Les Alternatifs du Tarn continueront, avec tous les autres opposants, la lutte contre ce projet, et pour un développement social et écologique de notre territoire.

Ils continueront aussi à œuvrer pour une démocratie réelle, ici et ailleurs

Les Alternatifs du Tarn

## Dans le Tarn aussi « le changement c'est tout le temps » !

Le Tribunal de Grande Instance d'Albi, à la demande du Conseil Général du Tarn, a lancé jeudi 27/02 au matin la procédure d'évacuation policière de la zone occupée par des militants pacifiques opposés à la réalisation du barrage de Sivens. Ce Grand (?) Projet Inutile Imposé (GPII), s'il est réalisé, détruira une des plus importantes zones humides du Tarn et des environs, dans le seul objectif de satisfaire une poignée d'agriculteurs dévoreurs d'eau et d'apporter une manne financière à l'investisseur, la CAGC...

Les Alternatifs du Tarn regrettent la précipitation avec laquelle le Conseil Général se lance dans un projet nuisible, en refusant un vrai débat avec les opposants sur le terrain, sans envisager non plus le moindre moratoire.

Les Alternatifs du Tarn condamnent l'emploi de la force pour déloger les opposants des Collectifs « Tant qu'il y aura des Bouilles » et « Sauvegarde du Testet » afin de commencer dans la précipitation un déboisement irréversible.

Si les socialistes, dans le Tarn comme ailleurs (à Notre Dame des Landes par exemple) pensent que la meilleure façon de résoudre les questions sociales et écologiques consiste à s'entêter dans la poursuite de projets profondément néfastes, ils ne devront pas s'étonner des tempêtes électorales dont le ciel se charge en ce printemps 2014. ■

Les Alternatifs du Tarn

P. 4 n°376

ROUGE & VERT

Mars 2014

SOCIAL

Les intermittents, pas contents :

INTERMITTENTS

## Gaffe : ça sent le Gattaz !

Affluence à l'Olympia, ce mercredi 5 mars. Ce n'est pas un spectacle, mais la convergence de ceux qui les conçoivent, les fabriquent et les présentent : les intermittents. Impressions de séance.

Le Médef a fait un rêve : retrouver la pureté du marché, la spontanéité de l'équilibre « naturel ». Les « charges sociales » (salaire socialisé, ou différé) les horripilent, l'indemnisation de toutes les formes de chômage sont contre productives : la capacité de négociation des salariés pèsent sur les coûts de production, ce qui nuit à la compétitivité. Un bon chômeur est un chômeur affamé...

Transcription libre de propos syndicaux entendus à L'Olympia et précédemment au Théâtre du Rond Point, le 17 février, la répétition est fort nécessaire.

La négociation sur le régime général de l'Unédic doit se terminer le 13 mars. Le Médef dirigé par le Gattaz nouveau entend masquer son idéologie sous un habillage mathématisé. La durée (et, de fait le montant global) des « allocations pour recherche d'emploi » serait indexée sur le taux de chômage : une durée (in)certaine pour un taux de 10% et écourtée si le taux de chômage descend sous les 10%. Logique : en cherchant très fort l'allocataire doit trouver du boulot quand décroît le nombre de quémandeurs<sup>1</sup>...

Quand on lui parle de culture le Médef sort son gestionnaire

A en croire la comptabilité spacieuse des gestionnaires de la cour des comptes le (trop) généreux régime spécial des intermittents, les annexes 8 et 10, artistes et techniciens plomberait l'Unédic d'un quart de son déficit annuel de 4

milliards (18 mds cumulés). Faux affirme les syndicats et le Cip-Idf, en toutes hypothèses, par rapport au régime général, où le Médef espère les faire chuter la différence n'est que de 320 millions<sup>2</sup>.

Si la discontinuité de l'emploi est consubstantielle aux activités artistiques (et nombre de profession dans la culture), cette intermittence touche et fragilise aujourd'hui nombre de professions. Le statut relativement sécurisant des intermittents porte les prémices d'une revendication dangereusement généralisable. « Pourquoi le Médef nous attaque ? Pour une raison simple : c'est que dans les années 60, dans une période de plein emploi, nous étions seuls à avoir des contrats courts. On a répondu pas un régime spécifique ; ça n'a rien à voir avec l'exception culturelle de ces pratiques d'emplois. Maintenant, ces pratiques sont devenues la norme. Le patronat réclame de la flexibilité, il y a des contrats courts partout. Et le Médef a très peur que nous servions de modèle aux autres précaires. » Samuel Churin, sur LCI, le 27 février 2014.

Pour indice de la justesse de l'intuition : l'annexe 4, celle qui « bénéficie » aux intérimaires est également attaqués par le patronat. L'intérim, c'est 16 millions de missions par an dont 80% sont inférieures à 15 jours.

Bien en deçà de la défense nécessaire du statut des intermittent, « faisons échec au saccage des droits sociaux ! » Cgt spectacle. ■

Alain VÉRONÈSE.

1 - Pour saisir les subtilités des générosités patronales se référer à la presse dédiée: *Le Figaro* n'est pas mal, on peut préférer *Les Echos*.

2 - Le Cip-Idf, fait valoir que le ticket d'entrée (les 507 h) ne bénéficie qu'à la moitié des inscrits, que la durée d'indemnisation est sensiblement plus courte que pour un salarié hors annexes 8 et 10. Le site Cgt spectacle contient également d'utiles compléments chiffrés.

## NON AU «PACTE DE RESPONSABILITE»

**H**ollande et Ayrault peuvent s'en réjouir : le Pacte de Responsabilité souhaité par eux a été validé par la CFDT, CFTC et CGC avec le MEDEF et ses satellites patronaux. Les entreprises qui actuellement « reçoivent plus de 172 milliards d'aides publiques sous la forme d'allègements ou d'exonérations fiscales et sociales, sans aucune conditionnalité ni évaluation de l'efficacité de ces aides en matière d'emploi et d'investissements et sans contrôle », comme le souligne justement l'intersyndicale nationale CGT, FO, FSU et Solidaires, verront cette manne grossir de 35 milliards supplémentaires de cadeaux fiscaux. Le MEDEF pouvait légitimement se déclarer satisfait, provisoirement, car la voracité du capital est sans limite et qu'il ne tardera pas à exiger de nouvelles « simplifications » et « baisses des charges ».

Il est évidemment plus tragique de constater qu'une fois de plus, la direction de la CFDT, accompagnée par CGC et CFTC, a validé un nouveau marché de dupes sur le dos des salarié-e-s, des retraité-e-s et des services publics.

Il est donc particulièrement important que CGT, FO, FSU et Solidaires appellent les salarié-e-s, chômeurs-ses et retraité-e-s à refuser de rester enfermés dans « une logique inacceptable d'austérité » en faisant du 18 mars prochain une journée « d'actions interprofessionnelles de manifestations, rassemblements et grève ». Mais pour réussir cette mobilisation, il faut s'en donner les moyens. Et se retrousser les manches. Car, face au matraquage médiatique unilatéral, le risque est grand que l'attentisme prenne le pas sur la volonté d'en découdre et que la mobilisation syndicale reste limitée. C'est à l'évidence le pari commun que font le gouvernement et les signataires.

Relayer l'appel national dans chacune des entreprises, des branches professionnelles, des villes et mener une campagne massive d'explication sur la réalité et les conséquences du pacte de responsabilité sont les clés de la mobilisation. A chacun-e de nous d'y contribuer. ■

Julien DOUILLARD

## Un pacte irresponsable

**T**rois organisations syndicales (la CFDT, la CFTC et la CGC) ont donc signé avec le Medef « un relevé de conclusions » sur la mise en œuvre du pacte de responsabilité qui vise à baisser le coût du travail en supprimant les cotisations familiales versées par les employeurs. Selon un scénario maintenant bien rôdé, la CFDT a d'abord monté le ton, jugeant la proposition initiale du Medef inacceptable, pour finalement parapher un texte quasiment identique. En comparant les deux versions est d'ailleurs éclairant. Si le texte final prévoit effectivement que « des objectifs quantitatifs et qualitatifs en terme d'emplois » soient discutés dans les branches professionnelles, ces discussions pourront être conclues par un « relevé de conclusions » n'impliquant aucune contrainte juridique. Surtout, le Medef a obtenu l'essentiel, à savoir que les baisses de cotisations sociales seront acquises quelle que soit la situation dans l'avenir. Enfin, cerise sur le gâteau, le texte prévoit que des discussions seront ouvertes afin « de franchir une nouvelle étape dans l'amélioration du marché du travail », formule indiquant, dans la novlangue patronale, l'exigence d'un nouvel accroissement de la flexibilité et de la précarité du travail. Il est enfin prévu d'engager une concertation sur le financement de la protection sociale. Après la suppression des cotisations familiales employeurs, quelle sera la prochaine étape ?

Au-delà de cette parodie de négociation, il faut revenir sur la stratégie économique qui est mise en œuvre : le coût du travail trop élevé pénaliserait la compétitivité des entreprises et les dissuaderaient d'embaucher. La baisse du coût du travail devient donc, dans ce cadre, le passage obligé de la politique économique. C'est l'objectif de la suppression des cotisations familiales employeurs. Remarquons d'abord que cette suppression se traduira par une baisse minime des coûts de production[1], de l'ordre de 1,2 %. En supposant même que cette baisse des coûts soit entièrement transférée sur les prix, comment croire que cela pourra réellement améliorer la compétitivité des entreprises ? Qui peut penser qu'une baisse de prix de cet ordre permettra aux entreprises de gagner des parts de marché ?

Mais surtout, la volonté de baisser le coût du travail repose sur une erreur de diagnostic. L'économie française ne

souffre pas d'un problème de compétitivité-prix, mais d'un problème de compétitivité hors-prix[2] : manque criant d'innovation, inadéquation à la demande, niveau de gamme insuffisant de l'industrie, tissu industriel désarticulé dominé par de grands groupes pressurant leurs sous-traitants et difficulté des PME à avoir accès au crédit bancaire. On ne voit pas comment une baisse du coût du travail pourrait être la réponse adéquate à ces problèmes.

Il faut y ajouter la « préférence française » pour les dividendes. La baisse des cotisations sociales a eu comme principale contrepartie l'augmentation de la part des dividendes nets versés dans la valeur ajoutée[3]. Les seules entreprises du CAC 40 ont versé 43 milliards d'euros à leurs actionnaires en 2013, en dividendes et en rachat d'actions, montant en hausse de 4 % par rapport à 2012 et les revenus distribués par les sociétés non financières sont à leur niveau le plus haut depuis la seconde guerre mondiale. Dans le même temps, l'investissement des entreprises a stagné. Ce coût du capital n'est évidemment jamais pris en compte quand le patronat évoque la compétitivité des entreprises.

Cette baisse de cotisations sociales permettra-t-elle de créer des emplois supplémentaires ? Le bilan des exonérations passées[4] laisse sceptique. Il diffère suivant les hypothèses retenues, les méthodes employées... et le parti-pris idéologique des auteurs. Voici ce qu'en disait la Cour des comptes en 2009 : « La Cour avait relevé que les nombreux dispositifs d'allègements des charges sociales étaient insuffisamment évalués en dépit de la charge financière croissante qu'ils représentaient pour les finances publiques (27,8 milliards d'euros en 2007, soit 1,5 % du PIB). S'agissant des allègements généraux sur les bas salaires, leur efficacité sur l'emploi était trop incertaine pour ne pas amener à reconsidérer leur ampleur, voire leur pérennité. » Si l'on prend comme hypothèse un chiffre de 300 000 emplois créés avec le dispositif Fillon de 2003, chiffre déjà très élevé, le coût annuel de chacun de ces emplois pour les finances publiques s'élève à près de 75 000 euros[5]. Il s'agit d'un coût exorbitant, alors même que les emplois créés sont des emplois à bas salaire et à faible qualification. Les subventions au patronat atteignent là des sommets.

Mais surtout, comme le faisait remarquer à juste titre le président de la CGPME, pour créer des emplois « encore faut-il que les carnets de commande se remplissent ». Car ce qui incite les employeurs à embaucher, c'est d'avoir une demande assurée pour leurs produits. Et c'est là que la baisse massive des dépenses publiques prévue pour financer ce pacte aura un effet délétère. Alors que l'investissement des entreprises est au plus bas et que les revenus des ménages stagnent ou régressent, ces mesures auront un effet récessif qui aggravera davantage la situation économique, rendant par ailleurs encore plus difficile la réduction des déficits publics. Non seulement ce pacte ne créera pas d'emplois, mais il risque d'en détruire.

Pire, tous les pays européens sont aujourd'hui en train de mettre en œuvre des orientations similaires. Il s'agit en théorie de favoriser les exportations. Mais cette logique est prise dans des contradictions dont elle ne peut sortir. En effet, l'essentiel des relations commerciales des pays de l'Union européenne a lieu à l'intérieur de l'Union. Les clients des uns sont les fournisseurs des autres et les déficits des uns font les excédents commerciaux des autres. Vouloir, dans cette situation, que tous les pays copient le modèle allemand et se transforment en exportateurs est impossible. La contraction de la demande interne dans tous les pays, produite par la réduction des coûts salariaux et les coupes dans les dépenses publiques, pèse sur le commerce extérieur de tous. Où exporter lorsque tous les pays réduisent leur demande ? La baisse de la demande interne dans la zone euro est en train d'ouvrir la porte à la déflation.

Les exportations hors zone euro permettront-elles de se substituer à une demande interne défaillante et relancer ainsi l'activité économique et l'emploi ? On peut en douter. Outre que, au vu de ses caractéristiques, l'industrie française est particulièrement sensible aux évolutions du taux de change de l'euro, la demande dans les pays émergents tend à stagner et n'est de toute façon pas assez forte pour entraîner par elle-même une croissance dynamique en Europe. Au-delà même de savoir si l'objectif de toujours plus de croissance est souhaitable alors que nous connaissons une crise écologique majeure, une telle stratégie s'avère totalement illusoire.

Économiquement absurde, ce pacte sera socialement destructeur. Avec les coupes massives dans les dépenses publiques prévues pour le financer, le démantèlement des services publics et de la protection sociale va se poursuivre. Le financement des collectivités locales, qui jouent un rôle prépondérant en matière d'investissements publics et d'aides sociales, en sera impacté. Ces coupes aggraveront ainsi le délitement des liens sociaux et la paupérisation en cours. La course à la compétitivité est une course sans fin où il n'y a pas de gagnants et où les seules perdantes sont les populations. ■

Pierre KHALFA

[1] Voir le calcul fait par Christian Chavagneux d'Alternatives économiques.

[2] Voir Attac/Fondation Copernic, En finir avec la compétitivité, Éditions Syllepse.

[3] Voir Michel Husson, Les cotisations sont une « charge », mais pas les dividendes ?, note hussonnet n°72, 3 mars 2014A.

[4] Antoine Math, Le financement de la politique familiale : faut-il supprimer les cotisations sociales de la branche famille ?, Revue de droit sanitaire et social n°6, novembre-décembre 2013.

[5] Ibid.

## ENSEMBLE

## « la mise en musique du chantage patronal et du renoncement gouvernemental »

« Comme le Medef n'a cessé de l'exiger, le Pacte de responsabilité » ne prévoit aucune contrepartie chiffrée en terme de création d'emplois en échange des 30 milliards de cadeaux fiscaux. Tout est renvoyé aux négociations dans les 750 branches. Il suffira d'un relevé de conclusions mais sans obligation de résultats. Et rien ne sera fait par le patronat concernant l'emploi tant que la baisse des charges ne sera pas effective. Plus question du million d'emplois annoncé par P. Gattaz à la fin de l'année 2013 : en le Medef s'est félicité à l'issue de la réunion du 5 mars.

Le pacte de responsabilité c'est la mise en musique du chantage patronal et du renoncement gouvernemental. Dans le même temps, le gouvernement s'est engagé à supprimer 50 milliards de dépenses publiques au détriment des services publics, de la protection sociale et des collectivités locales dont le financement serait amputé de 10 Milliards d'ici 2017. Loin de créer des emplois, cette politique va avoir un effet dépressif sur l'activité économique et risque fort d'en détruire ».



## « l'intervention de la Commission européenne a été un élément déterminant »

« L'intervention de la Commission européenne qui a décidé, ce mercredi 5 mars, de placer la France « sous surveillance renforcée » a manifestement été un élément déterminant pour aboutir au relevé de conclusions signé hier. Dans le cadre du pacte de responsabilité, François Hollande se garde bien de définir qui va payer et comment. Au bout du compte, il ne fait aucun doute que ce sont les contribuables à travers l'impôt... C'est cette même logique que le patronat poursuit dans le cadre des négociations sur l'assurance chômage en cherchant à transférer une partie du financement de l'assurance chômage sur les chômeurs eux-mêmes et sur le budget de l'État ».

## Solidaires

## « aborder les questions de fond et arrêter les bricolages »

« Personne ne peut se satisfaire de l'aggravation du chômage. On ne voit pas comment la politique économique actuelle pourrait commencer à inverser la courbe du chômage. On assiste à des grandes démonstrations de porte-parole du gouvernement, mais plus personne n'y croit. .... Il faut aborder les questions de fond et arrêter les bricolages. A Solidaires, nous sommes prêts par exemple à remettre sur la table la réduction du temps de travail. Nous l'avons dit à plusieurs reprises au gouvernement. Pourquoi ne serait-il pas possible d'engager un débat de société sur cette question dans un pays où il y a 5 millions de chômeurs ? Au moins pourrait-on avoir un vrai échange politique et citoyen. Mais c'est un blocage total. Il n'y a plus de discussion politique sur des choix de société, et les choix ne sont pas ceux d'un gouvernement de gauche, pas même social-démocrate. Avant d'être des gestionnaires, les politiques doivent être des porteurs d'idées de projet de société ! ».



## L'exemple d'ORANGE

Le jour même où MEDEF et CFDT validaient le Pacte de Responsabilité, la multinationale Orange annonçait ses résultats pour 2013 : 7 milliards de cash. Aussitôt l'action flambait : plus de 10%. Il faut dire, souligne le syndicat SUD, que « pour un résultat net pour 2013 de 1 873 millions d'euros, le groupe aura versé 2 100 millions d'euros aux actionnaires ». Autre constat du syndicat : « ce sont 4500 suppressions d'emplois supplémentaires chez Orange, alors que le groupe aura touché de l'État 186 millions pour 2013 et 2014 au titre du crédit impôt compétitivité emploi (sans contre partie).

# NOTRE DAME DES LANDES

Trois semaines se sont écoulées depuis la manifestation du 22 février, mais à Nantes et Notre Dame des Landes, rien ne sera plus jamais comme avant. A mesure que s'additionnent les témoignages, les photos, les vidéos, de la baudruche « *guérilla qui a ravagé la ville de Nantes* » agitée par Valls et les autorités locales, il ne reste rien. Mais tout converge pour démontrer la véritable « *stratégie de tension* » mise en place directement sous l'autorité du Ministre de l'Intérieur, dont le porte-parole Pierre-Henry Brandet\* dirigeait les opérations policières sur place, et du Préfet de Loire-Atlantique, pour que la manifestation soit le théâtre d'affrontements et qu'elle contribue ainsi à casser le front uni des opposants au projet d'aéroport.

Heureusement, la manifestation a été beaucoup plus massive que ne l'escomptait la Préfecture (« *on travaillait sur 10 000 manifestants* », ont indiqué les syndicats de policiers, « *il y en a eu entre 40 et 50 000* ») et la mobilisation paysanne avec ses 520 tracteurs présents dans les rues de Nantes a permis de limiter les conséquences du véritable traquenard policier mis en place.

La campagne médias, déclenchée elle aussi avant même que ne démarre la manifestation, s'est progressivement estompée, malgré le zèle assumé des deux quotidiens locaux. Reste aujourd'hui deux manifestants qui ont perdu un œil et une bonne dizaine de blessés toujours en soin.

La palme de la honte pourra être également partagée entre le PS local, accusant notre ami Julien Durand, porte-parole de l'ACIPA (cf *Rouge&Vert* n°375) d'avoir « *recours à la stigmatisation des nantais* », et le PCF 44 accusant les manifestants d'avoir « *foulé du pied les monuments et symboles de la résistance à Nantes* ». ■

J.D.



**Pierre-Henry Brandet, ancien porte-parole de Claude Guéant, poursuit sa mission sans le moindre problème avec Manuel Valls.**

Si le retour à Notre Dame des Landes a été difficile et douloureux pour beaucoup, c'est la colère et une volonté de résistance décuplée qui aujourd'hui dominent. Les déclarations d'Auxiette, président PS du Conseil Régional, appelant Hollande à évacuer militairement la ZAD, ont été pour beaucoup la goutte qui a fait déborder un vase déjà trop plein. Et même si Ayrault a tenu, quelques jours plus tard, à calmer le jeu en indiquant que l'Etat attendrait que les tribunaux aient examiné tous les recours avant tout début de travaux, c'est aujourd'hui à la préparation des journées d'été des 5 et 6 juillet prochain que tous les opposants se sont attelés.



## RENDRE LA VILLE À SES HABITANTS



## BONDY AUTREMENT

**Comment faire une liste ? Comment sortir de la monarchie ? Nos comportements en sont empreints et nous manquons de techniques pour être vraiment participatifs. C'est ainsi que la liste Bondy autrement s'est posée la question de l'ordre de ses candidats aux municipales.**

Le premier de la liste avait été désigné de façon consensuelle bien avant. A signaler d'ailleurs une originalité : nous avons repéré quatre d'entre nous qui pouvaient être tête de liste, mais aucun ne demandait à y aller. Quand d'autres se battent ou s'entre-tuent pour la place, ça fait plaisir de voir qu'on peut fonctionner autrement.

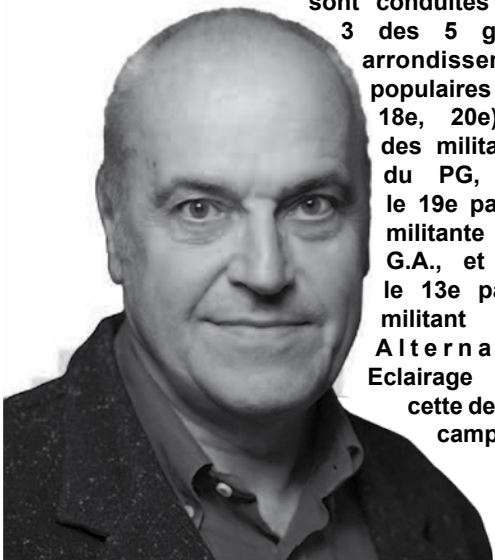
Comment fallait-il donc faire pour classer les quarante-quatre autres noms ? Avouons-le, nous avons pensé faire comme les autres : demander à notre tête de liste de proposer un ordre. Mais il ne l'a pas fait. Nous avons donc fait la liste alphabétique de ceux qui acceptaient d'être élus et la liste alphabétique de ceux qui préféraient être derrière, à peu près la moitié chacune, ceci respectivement pour les hommes et pour

les femmes, sachant qu'il faudrait ensuite alterner une femme et un homme. Ensuite les participants devaient proposer leur ordre en numérotant chaque candidat. Cette règle exige de donner un numéro à chaque candidat. Nous avons modulé ce principe général en supprimant le meilleur score et le plus mauvais de chaque candidat. Ensuite, il ne restait plus qu'à noter les résultats sur une feuille de calcul, et classer les candidat.e.s en fonction du résultat, les premiers étant ceux qui avaient le moins de points. Certes la procédure est un peu plus complexe que de lever la main en même temps que les autres, sans prendre le temps de lire la proposition. Mais nous avons évité ce que l'on a pu voir chez nos adversaires : les phénomènes de cour (« *tu sais que je t'aime, prends-moi le plus près de toi possible* ») ou la puérilité (« *je veux absolument être huitième, c'était mon rang à la dernière élection* »), mais surtout l'arbitraire d'une personne décidant à la place des co-listier.e.s et des militant.e.s. La démocratie demande qu'on réfléchisse pour sortir des habitudes monarchiques qui dominent ■

Vincent DUGUET

# Une campagne rouge et verte à Paris

**L**es listes A Paris Place au Peuple, soutenues par le Parti de Gauche, Ensemble! et le PCOF, sont conduites dans 3 des 5 grands arrondissements populaires (11e; 18e, 20e) par des militant.e.s du PG, dans le 19e par une militante de la G.A., et dans le 13e par un militant des Alternatifs. Eclairage sur cette dernière campagne.



Jean-Claude Coqueret

Dans cet arrondissement de 180.000 habitant.e.s, profondément remodelé par des décennies de désindustrialisation et d'aménagements urbains, le parc de logements sociaux est considérable (un tiers des logements), et s'y ajoutent plusieurs sites importants d'hébergement de personnes en situation de précarité et quelques foyers de migrants, lointain héritage du passé industriel de l'arrondissement. Les secteurs hospitalier et ferroviaire offrent encore de nombreux emplois, à côté de plusieurs centres universitaires. Mais la mutation urbaine a aussi conduit au développement d'un parc résidentiel privé, et à la présence forte d'habitant.e.s des couches moyennes, voire aisées. La liste, conduite par notre camarade Jean-Claude Coqueret comporte 39 candidat.e.s, dont 22 proches ou

membres d'Ensemble ! La présence dans le quartier est soutenue, porte-à-porte, marchés, métros, collages, réunions publiques... Les contenus de campagne sont eux résolument rouges et verts. Ils combinent la dénonciation des politiques d'austérité, une claire opposition au gouvernement, mais aussi, en positif, des propositions sur des terrains très divers, d'un projet de structure coopérative d'aide à la personne (porté par des camarades du P.G.) à une réunion publique sur le thème de la résistance à l'agression publicitaire, ou un tract "Pour une écologie populaire" distribué massivement. D'autres initiatives, sur les questions de santé entre autres, rythmeront la fin de campagne. ■

Jean-Jacques BOISLAROUSSIE

## Côte-d'Or



**E**n Côte d'Or, comme dans d'autres endroits, les choses ont mis du temps à se décanter en ce qui concerne la préparation des Municipales. A Dijon, seule grosse ville du département, il paraissait difficile pour le PCF de faire liste commune avec F.Rebsamen, patron des sénateurs socialistes et allié au Modem dans sa ville. Il a fallu cependant attendre tardivement pour que se mette en place une liste FdG conduite par la secrétaire fédérale du PCF Isabelle de Almeida et responsable nationale de ce parti. Le PG est en n°2 et ENSEMBLE n°3 avec la candidature de Noufissa Mikou, universitaire et ancienne Présidente d'ATTAC 21. Une douzaine de candidat-es d'ENSEMBLE figure sur la liste. En 2008, 2 listes à gauche du PS (une PCF, une autre altermondialiste) avaient fait 4,5%. Un sondage récent donnait 6% à la liste FdG. C'est donc un bon début.

Dans l'agglomération dijonnaise, signalons le cas particulier de Quétigny, ville de 10 000 habitants, bastion de toujours de la Gauche nouvelle, du PSU en son temps. Là, malgré le choix du PCF de reconduire une alliance avec la municipalité PS, ENSEMBLE (avec le PG) présentera une liste "Pour une

Alternative de Gauche solidaire et écologiste". C'est un membre de la GA, notre camarade Pierre Abecassis, qui la mènera. L'objectif est de faire entre 5 et 10%.

A Montbard, sous-préfecture du nord-21, une liste FdG (PG-PCF) était en préparation. A ce jour, elle n'est pas encore confirmée. Enfin Beaune, 2e ville du département avec 24 000 habitants, où la Droite (voire l'Extrême-droite) est toute puissante : victoire au 1er tour en 2008 avec plus de 65% des voix. Dans ce contexte, nous avons dans un premier temps décidé d'explorer les possibilités d'une liste de large union, comme nous en avons été les artisans par le passé. Pour cela, nous avons posé un certain nombre de conditions, politiques, programmatiques et démocratiques sur la conduite de la campagne. Ces conditions n'étant pas remplies à l'automne, nous avons décidé de rompre toute discussion avec le PS, entraînant avec nous le PCF et EE-LV. Nous nous sommes engagés alors dans un travail de réflexion avec toute une série d'ateliers thématiques ouverts qui ont débouché sur un projet fort de 50 propositions que nous avons présentées avant tout le monde



# ROUEN À GAUCHE ... VRAIMENT !

**Rouen à gauche ... vraiment ! Tel est le sens de la liste Alternative à Gauche, place au peuple. Rencontre et explications avec notre camarade Raphaëlle Brangier, tête de liste, et Bernard Pellegrin, candidat .**

**Rouge&Vert :** Pourquoi une liste alternative à Rouen ?

**Raphaëlle Brangier :** Il s'agit de constituer un groupe d'élus au Conseil municipal qui soit dans une vraie opposition de gauche par rapport à la majorité actuelle, PS PCF EELV . Les colistiers sont issus d'Ensemble, du parti de gauche et de citoyenNEs non-encartés, d'où son nom : Alternative à gauche, place au peuple.

**Bernard Pellegrin :** Ni LO ni le NPA n'ont souhaité faire liste commune . Les divisions sont importantes dans chaque camp, EELV par exemple a lâché ses délégations en cours

en janvier. La question s'est alors posée de la possibilité de monter une liste autonome pour porter ce projet jusqu'au bout. Ce premier défi a été relevé : notre liste, intitulée ENSEMBLE, L'ALTERNATIVE, a été présentée fin février. Elle s'appuie sur l'expérience avec d'anciens élu-es, sur l'engagement social et professionnel avec des responsables syndicaux et sur l'ancrage de beaucoup de colistiers dans le tissu associatif de la ville. La liste sera conduite par 2 Alternatifs, Jacques Thomas, ancien Président du groupe d'Opposition, et Martine Lelong, conseillère municipale sortante. Comme le dit le journal local après notre dernière conférence de presse, "ils se battent pour leurs idées" et dorénavant, l'équipe "change de braquet" : la campagne est engagée avec diffusion de notre matériel de campagne et toute une série de réunions publiques dans les quartiers. Ici, concrètement, nous voulons construire ENSEMBLE L'ALTERNATIVE. ■

Jacques THOMAS



Raphaëlle Brangier

de mandat mais pourtant reste au sein de la majorité municipale .

**R&V :** La constitution de la liste FDG ENSEMBLE se fait sans le PC, peux-tu en détailler les raisons ?

**RB :** La cause est importante , le 21 janvier dernier le PC annonce renoncer au FDG pour les municipales car nous, c'est à dire Ensemble et le PG, refusons l'accord politique avec le PS ainsi que la participation aux exécutifs .

**R&V :** Comment expliquer ce renoncement ?

**RB :** L'objectif du PCF consiste à avoir le maximum d'élus dits « combattifs » . Ils en avaient 4 lors de la précédente mandature . Dans notre proposition d'accord, nous en confirmons un nombre équivalent. Surenchère ! L'accord avec le PS leur garantit 7 places éligibles . Concrètement, si le PS l'emporte à Rouen, ils auront 7 élus dont 2 adjoints et 3 postes de conseillers municipaux délégués.

**R&V :** Est-ce l'unique raison de votre engagement ?

**RB :** Bien sûr que non ! Une nécessité impérieuse de changement politique s'est exprimée en mai 2012 provoquant le départ de Sarkozy . Le refus d'une politique libérale . Mais depuis maintenant 22 mois rien n'a changé . La nature de la politique engagée depuis reste identique, elle s'applique à tous les niveaux du local, elle est déclinée dans toutes les institutions régionales, départementales et locales .

**R&V :** Peux-tu donner un exemple ?

**BP :** Oui avec une illustration d'une très grande violence quand le conseil général à

majorité PS a supprimé 50% des subventions aux associations de prévention au nom d'un dogme : une « bonne gestion » et l'équilibre des comptes . Rappelons que les dotations dues par l'état aux collectivités ne sont plus versées .

**R&V :** Mais concrètement ?

**RB :** C'est la moitié des travailleurs sociaux de prévention qui sont licenciés . Les bénéficiaires de ces dispositifs de prévention sont abandonnés, la plupart sont des familles mono-parentales ( 80% des femmes avec enfants ) qui par ailleurs habitent les quartiers populaires et la ville ne s'est jamais exprimée sur cette situation explosive .

**R&V :** Quelles sont vos priorités ?

**RB :** Sociales, écologiques et financières . La commune est l'échelon pertinent pour répondre à l'urgence sociale car le plus proche des habitants . Au sein de la municipalité, on entend rien des revendications écologiques et une partie du budget reste un entre-soi opaque .

**R&V :** Tu veux parler de la question de la dette et des emprunts toxiques à Rouen ?

**RB :** La dette et l'austérité ont partie liée . C'est au nom de la dette que les politiques d'austérité sont déclinées aux niveaux international, national et local . La ville de Rouen a préféré re-négocier ses emprunts toxiques avec RBS plutôt que d'attendre le jugement d'un tribunal et ce, sous 2 conditions que le conseil municipal a acceptées : la confidentialité des négociations et l'engagement de ne pas porter plainte contre la banque !

**R&V :** Comment envisagez-vous votre action ?

**BP :** Penser global et agir local : C'est à partir du local et des solidarités entre les communes et les collectivités qu'on pourra établir un rapport de force avec ce gouvernement . Nous nous inspirons et revendiquons des pratiques alter-mondialistes . D'ailleurs sur notre liste figurent des fondateurs d'ATTAC Rouen .

**RB :** Nous acceptons et revendiquons une place dans les institutions fussent-elles bourgeoises, sans illusion de transformation radicale des rapports de force . Nous voulons être les porte-voix des revendications politiques, sociales, culturelles et écologiques .

De plus, nous soutiendrons un élément essentiel , le statut de l'élu : Limitation impérative à 2 mandats, interdiction de tout cumul et révocation par les citoyens . ■

# Collectif briochin

Un « collectif alternatif » qui veut « mettre Saint Briec vraiment à gauche » c'est par ces titres que les journaux Ouest France et Le Télégramme rendent largement compte de la liste « A gauche vraiment 2014 » qui s'est publiquement présentée le 23 février dernier. En juin dernier des dizaines de militant-e-s et citoyen-ne-s signaient un appel à la constitution dans le pays de Saint Briec de listes portant une alternative unitaire à gauche pour battre la droite (incarnée ici par le maire Modem B.Joncour qui sollicite un 3<sup>ème</sup> mandat et l'extrême droite représentée pour la 1<sup>ère</sup> fois à une élection municipale). Des listes anti austérité et résolument indépendantes du PS. Parmi elles et eux, de nombreux/ ses militant-e-s associatifs, syndicalistes, écologistes ou/ et se reconnaissant dans « Les Indignés » et, en nombre, des membres de l'association citoyenne du front de gauche non encarté-e-s à l'une ou l'autre des composantes, association dont est issue d'ailleurs Marion Gorgiard qui sera ici la seule femme tête de liste. L'appel est soutenu dès le départ par la Fase et Les Alternatifs. Bientôt le NPA puis le PG rejoignent et renforcent la dynamique militante qui se développe. D'autres organisations sont sollicitées pour soutenir cette liste citoyenne mais en vain... le PC et l'UDB rejoignant la liste initiée par le PS tout comme EELV, le POI et LO préférant faire cavalier seul. C'est d'abord dans les quartiers populaires que se tiennent les 1ères réunions publiques et c'est lors de celles-ci que le socle commun initial de l'appel se transforme progressivement en programme pour les Municipales. Et dans les semaines qui suivent, d'autres réunions auront lieu de nouveau autour de la caravane

que l'équipe de campagne souhaite utiliser pour échanger, débattre, convaincre. La liste commence ainsi à sillonner la ville autour des thèmes emblématiques qu'elle entend développer au cours de cette campagne : La défense des services publics à 100%, les 1ers premiers m3 d'eau gratuits, une médiathèque dans chaque quartier, des propositions inédites locales pour répondre à l'urgence écologique, les assemblées citoyennes avec budget participatif et les bus gratuits... thèmes emblématiques qui montrent qu'une autre politique est possible « pour construire une ville pour tous et toutes, belle, animée, humaine, fondée sur la coopération et le respect de la vie, en s'appuyant sur la créativité de tous et toutes, en produisant à partir des dynamiques locales, pour les besoins des habitants » ■

**Christophe LEMASSON**



**Yves Pira, tête de liste**

## LAMBERSART

Lambersart est une ville de plus de 28 000 habitants jouxtant Lille. Son Maire actuel est Marc-Philippe Daubresse, n°2 de l'UMP. Elu municipal, puis Maire depuis un quart de siècle, il cumule les mandats: il est député depuis 21 ans, il a été vice-président de Lille Métropole Communauté Urbaine, il est président du SIVOM. Il a été secrétaire d'Etat puis Ministre, et ne cache pas son ambition de le redevenir ou même de prendre la communauté urbaine Lille-Métropole à Martine Aubry.

Lors des dernières municipales, Daubresse avait réussi à réunir dans sa majorité municipale un ex-représentant du Front National, l'ancien opposant historique PS, passé à Gauche Moderne, puis en cours de mandat, il était parvenu à rallier à lui 2 opposants, le n°3 de la Liste PS et un autre opposant de la liste Modem.

Cette année, le premier adjoint se présente contre le Maire sortant, en lui reprochant avec raison son train de vie, son système reposant sur le clientélisme, et le fait de se servir de Lambersart pour ses ambitions nationales.

Deux listes dites "apolitiques", issues des candidats de la liste Modem des précédentes municipales, se présentent également.

De son côté, la liste PS ne cache pas qu'elle fera ce qu'il faut pour que Daubresse perde la Mairie. Nous avons rencontré son représentant qui a écarté des

discussions la politique gouvernementale et ses effets, en indiquant que ce n'étaient qu'élections locales. Pourtant, depuis, sur le blog du candidat de cette liste, on peut lire que ces élections ont un double enjeu dont le soutien à la politique gouvernementale et son pacte de "Responsabilités".

Par ailleurs, notre volonté d'une régie publique de l'Eau, les premiers m3 gratuits, ou d'une politique des transports tendant vers la gratuité, n'entraînait pas chez lui un enthousiasme débordant.

De même, nous n'entendons pas nous associer avec n'importe qui pour faire chuter l'ancien Maire.

Faire de la politique autrement implique de ne pas faire n'importe quoi. La campagne de la liste "vraiment à gauche" qui regroupe PCF, PG, Alternatifs/Ensemble ! et la Gauche Alternative a débuté en décembre, par du porte à porte et des assemblées citoyennes dans les cafés, invitant les Lambersartois.e.s à élaborer le programme que nous défendrons.

Nous ne savons pas si nous réussirons à refaire les 10,08% des dernières municipales. Mais nous pensons qu'il est important de faire vivre un autre projet reposant sur d'autres solutions, lors de ces élections et surtout au delà. ■

# L'alternative, le front de g'Auch

À AUCH, UNE CAMPAGNE DYNAMIQUE POUR FAIRE DE LA POLITIQUE AUTREMENT

Les Alternatifs gersois planchent depuis presque un an sur les municipales à Auch. Malgré ce temps de réflexion et une volonté forte de partir avec

un quartier de Toulouse (le Mirail) ! La communauté d'agglomération compte un bassin de 30 000 habitant-es.

Le PS/PRG y tient tout : des communes aux communautés de communes, du Conseil Général, des député-es aux sénateurs jusqu'au Conseil Régional Midi-Pyrénées.

Nous pensons que ce népotisme n'est pas bon pour la démocratie, hélas le clientélisme a encore de beaux jours devant lui (les collectivités territoriales étant avec l'hôpital les plus gros employeurs du département.)

À l'automne, avec le PG et la GA, un petit groupe d'Alternatifs élaborent un programme pour les municipales. À partir de décembre, la préparation s'accélère pour aboutir à la première réunion animée par la tête de liste Joëlle Reynaud le 23 décembre 2013.

Et depuis, la campagne a pris son envol. Nous sommes rejoints par des personnes engagées au quotidien dans la défense des biens communs et pour une politique de gauche en faveur des plus vulnérables. (lire les axes programmatiques sur notre site)

Notre liste, modeste et géniale, multiplie les apparitions publiques (actions logement et santé, happening sur la fiscalité locale qui n'a pas été apprécié par l'équipe sortante. C'est en effet un des maillons faibles de la municipalité sortante (mais qui revient depuis 37 ans retrouver SES places à tous les échelons des collectivités territoriales). Ils sont en train de paupériser des pans entiers de nos concitoyens, à commencer par les jeunes et les femmes. Les catégories dites protégées ne le sont plus (les fonctionnaires, les seniors au chômage). La politique locale doit être un bouclier contre les mesures austéritaires du gouvernement. Cela ne peut pas être fait par les mêmes qui acceptent et caution-

nent la politique libérale voulue par Hollande/Ayrault. Nous tirons notre légitimité de cette contradiction que nous dénonçons inlassablement dans notre campagne de proximité.

Sur notre site [agauch.fr](http://agauch.fr), vous pourrez vous délecter avec nous

• 1er mars 2014 une salle des Cordeliers comble : du presque jamais vu pour un meeting politique à Auch

\* un programme politique porté par une équipe de femmes, de jeunes et de personnes impliquées à Auch et son agglomération.

\* un homme politique en campagne pour les européennes qui soutient notre liste en reliant la politique nationale et la situation locale.

Et, comme dit un camarade : à la fin, c'est nous qu'on va gagner !

La fin de tous ceux qui renient ce pour quoi le peuple les a élus est en marche !

Joëlle Reynaud

• **Contact**  
contact@agauch.fr  
<http://agauch.fr>  
à g'Auch toute ! a g'aucha tota !

1: il a été demandé à Josie Rabier et à Jean Falco qui participent à la liste PS/PCF/PRG de pouvoir exposer leur stratégie et leur démarche ; ce qu'ils ont décliné à ce jour.



Joëlle Reynaud tête de liste pour «A g'Auch toute»

d'autres organisations / collectifs et personnes engagées localement, l'élue alternatif sortant Jean Falco a, à notre surprise, fait savoir qu'il ne participera pas à cette liste<sup>1</sup>, malgré le vote majoritaire pour une liste indépendante du PS et ouverte à la société civile

À l'initiative des Alternatifs, une rencontre est proposée pendant l'été 2013 ; toutes les composantes gersaises du FdG sont présentes. Malgré les circonvolutions oratoires, on sent nettement que le PCF32 repartira avec le PS (union de la gauche depuis 1977 quand même ! avec près d'une centaine d'élus communistes dans le département.. Nous attendrons jusqu'en novembre le « vote des adhérent.es communistes » pour le vérifier.

Le Gers est un village : tout le monde se connaît à Auch ; la population gersoise a pour équivalent

## La situation à Besançon

La liste «A gauche toute, Place au peuple», conduite par Emmanuel Girod, est soutenue par trois composantes politiques (Alternatifs, GA et PG), ainsi que des citoyens engagés résolument à gauche. Tous ensemble, nous sommes dans une démarche de construction d'une alternative au social-libéralisme du PS et de ses alliés. Des problèmes d'accord politique, dont la presse a rendu compte dans les derniers jours (Est Républicain, 22 février, article de Catherine Eme-Ziri sur le blog de FR3, 21 février), se sont manifestés. Convaincus de la nécessité de présenter une liste unie contre la politique de la droite et l'extrême droite, tout en incarnant une claire opposition de gauche, les différents partis constituant la liste sont en fine arrivés à un accord. Notre liste de rassemblement des différentes sensibilités d'une gauche sans concession présentera dans les jours qui viennent sa liste complète avec 4 militants des Alternatifs et des citoyens engagés.

Les Alternatifs de Franche-Comté

## ... et à côté

Jacques Ménigoz conduira une liste à Osselle dans le Doubs, village de 416 habitants en périphérie de Besançon.

Notre camarade est actuellement 1er adjoint et délégué de sa commune à la Communauté d'Agglomération du Grand Besançon.

Réunions publiques et groupes de travail rassemblent activement de nombreux habitants dans la réflexion et l'élaboration d'un projet global pour l'avenir du village.

(correspondant)

# Nouvelle offensive réactionnaire de la droite et de l'extrême droite et retour de l'ordre moral.

**D**ans le précédent *Rouge&Vert* nous avons abordé l'offensive de la droite et de l'extrême droite sur l'école. La droite et les réactionnaires ont tout intérêt à brouiller les pistes et s'attaquer sur tous les fronts cachant ainsi la principale cible : l'égalité femmes-hommes.

## La théorie du genre existe-t-elle ?

« Le genre est un concept, un outil autour duquel s'est développé un champ d'études. Le problème, quand on parle de la « théorie du genre », c'est le singulier : il y a des théories différentes, voire concurrentes, et c'est la confrontation des perspectives qui constitue ce champ. Le genre est d'abord une manière d'organiser les différences perçues entre les sexes. » -Eric Fassin Politis 1289

## Mais est-il utile d'aborder les questions de genre ?

Il n'y a pas une théorie du genre mais de nombreuses études sur le genre. Aujourd'hui l'enjeu au sein de l'école d'aborder ces questions de différences et de lutter contre les stéréotypes ne convient pas aux réactionnaires de tous poils : le discours « officiel » de la manif pour tous qui nous montre un garçon déguisé en Zorro et une fille en princesse réaffirme bien ce slogan « *Pas touche à nos stéréotypes de genre!* ». L'appel de Farida Belghoul à « *l'année de la robe* » va dans ce même sens. Les études de genre s'intéressent à la

construction sociale et à l'origine des inégalités. L'ordre sexuel définit une hiérarchie des sexes et des sexualités où l'on fait passer pour du naturel les inégalités : les inégalités ne font alors que refléter les faits de nature. Les femmes étant inférieures aux hommes il est facile alors de justifier toutes sortes d'inégalités, la première étant les salaires sans oublier les autres (place de responsabilité dans les entreprises, en politique, mais aussi tâches ménagères...)

Les études de genre contribuent à démasquer l'ordre sexuel est social et dessinent des voies pour le changer. On comprend ainsi la volonté des réactionnaires, des intégristes religieux et autres suppôts de l'extrême droite à défendre leur pré carré « *la famille c'est un papa, une maman, un enfant* » et autre foutaises de même acabit.

Alors même que l'égalité semble considérée comme une évidence, comment expliquer la persistance des inégalités ?

L'éducation joue un rôle de premier plan dans la reproduction des inégalités. Que

ce soit à l'école ( stéréotypes filles garçons dans les manuels scolaires, mais aussi dans les représentations que les enseignant-e-s peuvent avoir sur les files et les garçons) ou à la maison (jouets reproduisant les stéréotypes, couleurs des vêtements et autres objets du quotidien ...)

Les institutions et la pensée dominante contribuent largement à la reproduction des stéréotypes : document administratif rose pour les filles ou bleu pour les garçons, féminisation des tenues vestimentaires, instinct maternel, rôle social assigné aux femmes, technique et puissance réservés aux hommes...

Les conséquences de ces représentations sont multiples : sur représentation des hommes dans l'espace public, intériorisation des normes symboliques qui infériorisent les femmes, culture de la violence et du viol. Aussi, la lutte contre les stéréotypes sexués et pour l'éducation à l'égalité reste un enjeu majeur pour construire la société de demain. ■



**Quand les Suisses se mobilisaient contre le droit de vote des femmes, eux aussi s'interrogeaient : mais qui va garder les enfants ?**

se soit à l'école ( stéréotypes filles garçons dans les manuels scolaires, mais aussi dans les représentations que les enseignant-e-s peuvent avoir sur les files et les garçons) ou à la maison (jouets reproduisant les stéréotypes, couleurs des vêtements et autres objets du quotidien ...)

**Dominique DUPLAN**

**Une seule de ces affiches sexiste est à prendre au premier degré. Les autres sont d'odieuses caricatures. Oui, mais quelle est l'originale ?**



# Egalité en EPS et en sport : un projet politique et pédagogique

Vendredi 24 janvier 2014, au Sénat, et alors qu'est actuellement débattu au parlement le projet de loi hommes/femmes, s'est tenu un colloque organisé par le SNEP-FSU et le Centre EPS et Société sur le thème de l'égalité. Il était marainé par la sénatrice Laurence Cohen et a réuni une centaine de participant-e-s très divers. Il faisait suite à la parution d'un numéro de la revue Contre Pied sur ce thème. Centré principalement sur l'égalité Homme-Femme, en éducation physique et dans le sport, les liens avec d'autres sources d'inégalités et de discriminations, comme le racisme ou l'homophobie, ont été mis à jour : la question de l'égalité est toujours au croisement des thèmes de race, de classe et de sexe. On constate que les garçons sont en échec scolaire (en tous cas dans les milieux populaires) du à un déficit langagier important. Les filles réussissent mieux mais cela ne se traduit pas par une intégration professionnelle. Ce colloque, a permis de questionner l'égalité dans les sports en général et en EPS. Des idées reçues continuent de fonctionner comme des évidences : en particulier la notion de nature, naturel pour chacun des sexes. De génération en génération ces évidences sont transmises : «les filles ne sont pas sportives et encore moins compétitives, c'est dans la nature féminine. Les garçons, eux c'est justement tout le contraire, ils aiment la pratique physique et en particulier se mesurer à l'autre dans une compétition qui a à voir avec la guerre.(sous entendu qu'ils devront bien faire)».

## Un système sportif est structuré sur la différence et la séparation des sexes

En fait une approche historique montre que le système sportif est structuré sur la différence et la séparation des sexes, même si la pratique de certains sports existe pour les femmes de la bourgeoisie depuis le XIXème siècle à des fins hygiénistes. Les professeurs d'EPS se posent depuis longtemps la question essentielle à l'école de la réussite de tous les élèves dont l'égalité filles/garçons fait partie. Très vite on s'est aperçu que la mixité ne suffit pas et que dans une classe mixte les stéréotypes ne restent pas à la porte : la spontanéité ne produit que la reconduction des mêmes comportements. Nous fonctionnons tous, professeurs et élèves avec ces représentations instillées dans nos têtes depuis longtemps et qui sont encore majoritaires. La ques-

tion est de devenir capables d'enseigner des contenus permettant à chacun (filles ou garçons), d'inventer des formes d'organisation de la classe pour que chacun (une) puisse apprendre par rapport à son niveau de départ et progresser. Il s'agit bien d'aller vers un culture commune et mixte, incluant la possibilité de libre choix en connaissance de cause, c'est à dire à partir de compétences et de représentations égalitaires. S'approprier une culture c'est être capable de réfléchir sur soi en train de s'approprier cette culture. Des collègues ont exposé les propositions concrètes qu'ils tentent de mettre en place dans les classes.

## Aller vers l'égalité filles/garçons

Aller vers l'égalité filles/garçons au delà des déclarations de principes, c'est élaborer des situations pédagogiques animées de ce souci, en donnant aux élèves faibles la possibilité de progresser - c'est penser chaque activité en fonction de cela - c'est apprendre à regarder les élèves différemment, c'est les écouter. Des exemples concrets : = en sports collectifs, c'est supprimer le dribble pour permettre aux élèves d'agir tactiquement et de comprendre le jeu. C'est faire les équipes en fonction du niveau pour que tous puissent jouer. C'est le prof qui doit le faire en fonction des objectifs, de façon à obtenir un brassage de niveaux qui inclut le brassage filles/garçons. Construire l'efficacité par la centration de la défense sur les joueurs dominants. Par un comptage de points favoriser le marquage. Faire tourner les rôles, par ex gardien de but. Proposer des exercices pour les acquisitions techniques prenant sens dans l'ensemble. = en escalade, fixer un objectif commun «tous doivent parvenir en haut de la voie» et différents chemins. Mettre en place l'aide mutuelle pour atteindre l'objectif. Comparer les façons de faire. = en danse c'est construire une culture commune pour tous les élèves. Par exemple inventer individuellement puis collectivement une petite chorégraphie commune à partir d'une recherche gestuelle sur la manipulation d'un vêtement. Un lycée organise un grand bal mixte à partir de l'apprentissage de danses traditionnelles.

**Mettre en commun. Donner des modèles mixtes de démonstration**

Dans toutes les activités travailler sur l'erreur en analysant les façons de faire. Mettre en commun. Donner des modèles mixtes de démonstration. Donner par exemple en danse à voir des hommes dansant de façon lente et «esthétique» et des femmes dynamiques et explosives. Faire bouger les représentations dans les têtes et ne pas laisser passer les propos sexistes. Inventer des barèmes pour toute la classe et incluant tous les élèves. Ne pas imposer la mixité mais l'organiser en fonction des tâches d'apprentissage et du travail en commun, on apprend avec les autres et les uns des autres. C'est ainsi que s'établit peu à peu connaissance, confiance et respect mutuel. Il serait important que cette égalité devienne l'objectif de l'ensemble de l'établissement et que se mette en place des ateliers pour aider à déconstruire les stéréotypes. Bien sûr il serait indispensable de faire une formation des enseignants. Pour cela il faut bien sur la volonté politique mais aussi les moyens. L'ensemble de ce colloque a montré le nécessaire investissement sur un triple plan : idéologique (on peut voir ces derniers temps que face aux idées rétrogrades il faut se mobiliser), théorique et pratique. Le chemin est encore long L'éducation reste le moyen le plus réaliste à long terme pour changer l'ordre établi.

**Janine ORSSAUD**  
enseignante d'Éducation Physique et Sportive.



# Le groupe Mondragon se questionne

**S**uite au dépôt de bilan de la coopérative la plus emblématique du groupe, des dissensions fortes apparaissent sur le devenir de Mondragon. Deux tendances se font jour : une, centralisatrice, qui demande une plus forte intégration des coopératives entre elles et une autre, plus libérale, qui admet que le groupe puisse lâcher une coopérative. Ce questionnement pointe les limites actuelles de l'entrepreneuriat coopératif et montre l'urgence d'un débat politique sur les notions de solidarité à une plus grande échelle qu'un groupe de quelques dizaines de milliers de personnes.

Fondée en 1956 sous le nom d'Ulgor, Fagor Electrodomésticos était la plus ancienne coopérative du groupe. C'était aussi la première coopérative industrielle de par ses effectifs. Après des années de soutien financier, le groupe Mondragon a décidé de jeter l'éponge entraînant ainsi la cessation de paiement de la coopérative en octobre 2013<sup>1</sup>. Le symbole est fort. Quel sera l'avenir de cette entreprise et de ses coopérateurs ? Une solution de reprise de l'entreprise par un actionnaire extérieur est désormais recherchée.

Il est probable que Mondragon réintégrera les coopérateurs qui ne seront pas repris dans cette solution mais Fagor ne sera plus une coopérative et ne fera plus partie de ce groupe.

Au-delà des quelques 2000 coopérateurs et 3600 salariés des filiales à l'étranger dont l'emploi est menacé, le groupe s'interroge sur son avenir. Cet avenir est d'autant plus terni que la coopérative de distribution Eroski, premier employeur du groupe, est aussi en phase de restructuration avec, à la clé, des plaintes de clients et sociétaires qui s'estiment lésés par des obligations perpétuelles que l'établissement avait émises<sup>1</sup>.

Face à cette crise, deux tendances se font jour. Une première articulée autour de Txema Gisasola, président démissionnaire du groupe Mondragon et ancien président de Fagor Electrodomésticos. Récemment mis en minorité au sein du Conseil de direction du groupe pour son soutien à Fagor, il défend l'idée d'une intégration plus forte des entités au sein du groupe. L'autre tendance articulée autour de coopératives qui vont bien économiquement, telles que la Caja Laboral<sup>2</sup> ou Orona<sup>3</sup>, défend au contraire une vision décentralisée qui correspond peu ou prou à ce qu'est actuellement le groupe. Aucune alternative ne paraît satisfaisante. La première est centralisatrice et remet en cause une certaine autonomie et donc démocratie des coopératives. La seconde correspond à une vision libérale dans laquelle on admet de facto de laisser tomber une coopérative qui marcherait mal, comme cela a été le cas pour Fagor Electrodomésticos.

réussi à se fédérer, à se coordonner pour former un groupe original. À la différence d'un groupe capitalistique organisé en filiales d'une holding de tête, on a ici une organisation totalement inverse : les structures de tête émanent des coopératives elles-mêmes contrôlées par les travailleurs-sociétaires. Une véritable sécurité sociale professionnelle a été mise en place garantissant l'emploi à vie. L'éventail des salaires était très fortement réduit par rapport à ce qui existe dans les groupes multinationaux de taille comparable.

Si l'expérience de Mondragon n'a jamais pu être dupliquée ailleurs, c'est qu'elle a été initiée dans un contexte particulier, celui d'un marché national relativement protégé avant l'entrée de l'État espagnol dans le marché commun européen. Confronté à la concurrence internationale, la taille du groupe s'est révélé insuffisante pour faire face au recul du secteur de l'électroménager dans un contexte de trop forte dépendance au marché espagnol<sup>5</sup>. C'est donc à une échelle encore plus grande qu'il faut envisager la solidarité entre unités productives. Mais nous ne sommes plus dans de l'entrepreneuriat mais dans de la construction politique. Seule des régimes obligatoires de partage du revenu envisagés à l'échelle d'un pays ou d'une région permettront de faire face à des chocs externes tout en permettant à des entreprises coopératives de conserver leur démocratie interne.

## USINE DE DOCELLES

**Un groupe international décide de fermer la Papeterie de Docelles.**



**D**es salariés montent un projet de reprise en SCOP soutenu par le gouvernement, les collectivités locales, le mouvement coopératif et plusieurs banques. Une seule chose manque : la propriété du site que le groupe refuse de céder y compris pour la somme de trois millions que les salariés ont consenti à l'entreprise qui les licenciait. Va-t-on accepter que ce groupe dicte ses conditions et envoi dans la misère 161 salariés ou va-t-on réquisitionner l'usine pour que les emplois et savoir-faire locaux restent ? Au centre de cette question, la pertinence du droit de propriété. ■

### Existe-t-il une troisième option ?

Ce n'est pas le caractère coopératif de Fagor qui explique ces difficultés mais le double choc qu'a représenté la récession économique dans l'État espagnol et le recul généralisé du secteur électroménager<sup>4</sup>. Eroski n'a pas non plus vu venir la crise est s'est endettée pour financer une croissance qui ne sera finalement pas au rendez-vous. Après une croissance ininterrompue depuis 1956 et des effectifs records de 91 000 en 2008, Mondragon semble désormais sur le déclin.

Pourtant, l'exemple de Mondragon reste unique : plus d'une centaine de coopératives de travail ont

Quoiqu'il advienne de Mondragon, cette expérience, comme aimait l'appeler son inspirateur, Don José María Arizmendi, nous a montré que des travailleurs sont capables de diriger leurs entreprises et de les coordonner entre elles. Mais cela est, hélas, trop souvent oublié... ■

**Benoît BORRITS**

1. De nombreuses obligations perpétuelles ont été émises par divers établissements financiers espagnols. Vues comme un placement rentable de type « père de famille », elles se vont dévalorisées dans la crise financière, ce qui provoque la fureur des épargnants. Pour se désendetter, Eroski a proposé que ses obligations perpétuelles soit remplacées par des obligations à 12 ans sur la base de 70 % du nominal (cf. Les Echos, 20 janvier 2014).

2. Banque historique du groupe.

3. Leader espagnol de la fabrication d'ascenseurs.

4. A titre d'exemple, en février 2014, le concurrent suédois Electrolux a supprimé 2000 emplois et a cherché à négocier des baisses de salaires de 40 % en Italie.

5. 30 % des ventes de Fagor Electrodomésticos étaient encore réalisées dans l'État espagnol.

# Nouvelle offensive de la droite extrême au Venezuela

**U**n an après la mort d'Hugo Chávez, la situation politique reste fortement polarisée au Venezuela. Dans un contexte économique très tendu, l'absence de remèdes aux problèmes d'insécurité et de corruption continue de peser sur la société. Malgré une légitimité démocratique incontestable, le gouvernement renonce à engager un approfondissement du processus et s'expose ainsi aux offensives de la droite.

C'est le cas depuis le 12 février, le gouvernement bolivarien est confronté à une nouvelle tentative de déstabilisation politique, dirigée par un secteur radical de l'opposition, le parti Volonté populaire, étroitement lié au Tea Party, à l'opposition colombienne et à des groupes paramilitaires en relation avec Alvaro Uribe (ancien président de la Colombie).

Leopoldo López, leader du parti Volonté populaire, ne partage pas la tactique de la majorité de l'opposition (Rassemblement de l'unité démocratique - MUD), dirigée par Henrique Capriles, qui reconnaît implicitement la légalité et l'appui populaire du gouvernement et tente de s'en démarquer. La majorité de l'opposition préfère quant à elle miser sur des manifestations de mécontentement provoquées par la pénurie, l'inflation et l'insécurité pour s'engouffrer dans la brèche. Et, elle y travaille activement en lien avec des secteurs clés de la bourgeoisie qui contrôlent une grande partie de l'approvisionnement et des importations, contribuant à la montée de l'inflation.

Accusant un bilan de 19 défaites en 20 élections au cours de ces 15 dernières années, l'opposition ne croit plus guère à la possibilité de « renverser » le président Nicolás Maduro par la voie des urnes, ni même en recourant au référendum révocatoire à mi-mandat comme le permet la constitution bolivarienne. L'échec de 2005 reste ancré dans sa mémoire. En avril 2013, elle pouvait encore entretenir un espoir suite au résultat serré lors de l'élection présidentielle mais les élections locales de décembre de 2013 auront visiblement anéanti celui-ci puisque le Parti socialiste unifié du Venezuela (PSUV) et ses alliés avaient

remporté 77 % des communes. En l'absence de perspectives à court terme, Leopoldo López mise sur une déstabilisation par la violence.

A en croire la presse internationale, les protestations de « masse » seraient totalement légitimes et démocratiques et durement réprimées par la « *dictature socialiste* », les faits démentent pourtant totalement cette supposée réalité. En cette période de vacances estivales qui s'achèvent avec les fêtes de carnaval, depuis trois semaines, les « *étudiants* » vénézuéliens censés protester contre la « *censure et pour la liberté* » ont commis de nombreux actes violents comme l'incendie de plusieurs bâtiments publics, l'assassinat de membres de la Garde nationale et même l'agression de journalistes. Mais ils préfèrent cantonner leurs actions dans les beaux quartiers comme Altamira, Los Cortijos (Est de Caracas) et ne s'aventurent pas dans les quartiers populaires de l'ouest de la capitale de crainte d'affronter les masses boliviariennes. Au 6 mars, le décompte des morts s'élève à 20 personnes, pour l'essentiel abattus par des francs-tireurs embusqués comme lors du coup d'Etat d'avril 2002, de sinistre mémoire.

Le gouvernement de Maduro, quelque peu décontenancé, a bien proposé l'ouverture d'un dialogue inconditionnée à la droite mais celle-ci s'est empressée de refuser. Pour des raisons historiques, dans un tel contexte, il est évident qu'il ne faut pas chercher à diviser la droite en faisant des concessions à l'aile la plus modérée, ce ne serait pas compris par la base chaviste et affaiblirait encore plus le pouvoir, d'autant que Maduro ne jouit pas d'une même prestige qu'Hugo Chávez.

Le gouvernement se doit d'approfondir le processus bolivarien en s'appuyant sur les mobilisations des travailleurs et le développement des expériences de pouvoir populaire pour contrer les alliances possibles entre la vieille bourgeoisie et une partie de la bolibourgeoisie s'il veut éviter des déconvenues. ■

**Richard NEUVILLE**

PS : Billet inspiré de l'article de Guillermo Almeyra « *¿Hacia dónde podría ir Venezuela?* » paru dans le journal mexicain La Jornada le 4 mars 2014.



Communiqué du 3/3/14 d'Ensemble!  
Mouvement pour une alternative de gauche sociale et écologiste

## En Centrafrique, la politique et l'armée française sont un problème, pas la solution !

Le 25 février, le parlement français a voté pour une prolongation de la mission militaire en Centrafrique.

Ce vote intervient dans un contexte dramatique pour la population centrafricaine prise dans un engrenage de guerre civile et d'exactions massives.

Le gouvernement avait présenté l'envoi de troupes françaises comme une garantie pour éviter la dégradation de la situation, ce qu'elles s'avèrent incapables de faire.

Depuis des décennies la politique de la France est largement responsable de la situation existante, elle n'est pas une force « neutre » n'ayant d'autre objectif que de s'interposer.

De fait, l'impérialisme français n'a jamais quitté ce pays et l'a gardé sous son emprise à travers les dictateurs qu'elle a porté au pouvoir : Bokassa en 1965, Kolingba en 1979, Patassé en 1993 et Bozizé en 2003.

Face à la crise en Centrafrique, une force d'interposition doit être multilatérale et africaine, sous l'égide de l'ONU et de l'OUA. Et non pas française, répondant en dernier ressort aux intérêts économiques et stratégiques de l'ancienne puissance coloniale. L'enjeu est que le peuple centrafricain reprenne son destin en main ce qui est incompatible avec la présence militaire française.

Pour toutes ces raisons, « Ensemble! Mouvement pour une Alternative de Gauche Ecologiste et Solidaire », membre du Front de Gauche, réaffirme que l'intervention militaire française en Centrafrique est une impasse, exprime sa solidarité aux forces de la société civile centrafricaine qui s'opposent aux dérives tragiques qui menacent l'avenir du peuple centrafricain. ■

# La révolution ukrainienne.

## Une interview de Vasy Cherepanin

Vasyl Cherepanin dirige le centre de recherche "Culture Visuelle" de Kiev et est l'éditeur de la version ukrainienne du magazine «Krytyka polityczna» (Critiques Politiques). Il a été un des organisateurs de la conférence organisée par l'initiative « Post Globalization » à Kiev en juin 2013 en préparation du contre-G20 de St Petersburg et qui a participé le 2 mars 2014 aux débats avec les militants « Indignados » de Madrid.

**Tout d'abord que faisais-tu pendant le mouvement Maidan ?**

VC : Le centre de recherche Culture Visuelle a participé à Maidan depuis décembre 2013. Nous avons aidé à organiser un programme d'éducation dans le cadre de l'université ouverte de Maidan pour ceux qui étaient sur la place appelé « Global Protests » qui a cherché à situer l'insurrection ukrainienne dans un contexte plus large, celui des insurrections du printemps arabe, des mouvements Occupy et Indignados et des différents mouvements sociaux que le monde a connu en 2013.

Nous avons participé également au réseau de protection des militants blessés

*L'aspect le plus important, c'est ces gens ordinaires qui sont venus sur la place et qui y sont restés jusqu'à la victoire : le moteur de Maidan, c'était le peuple, pas les partis ou les organisations politiques*

qui étaient dans les hôpitaux et qui risquaient d'être enlevés par la police.

Les groupes de gauche et les activistes ont été impliqués dans beaucoup d'activités, en particulier « SOS Maiden », une sorte de média alternatif et d'aide juridique pour le mouvement Maidan.

**Beaucoup de commentaires insistent sur le poids des fascistes et des néo-nazis sur la place Maiden et dans l'insurrection qui a mis fin au pouvoir de Viktor Ianoukovitch, qu'en penses-tu ?**

VC : Je pense que c'est, en occident, de l'aveuglement sur ce qu'est la réalité du mouvement en Ukraine.

Bien sur l'extrême droite était dans la mobilisation, mais c'était une vraie révolution et, dans une vraie révolution toutes les forces d'opposition étaient présentes. Tout le monde était là, sauf bien sur les oligarques et la petite élite des super riches.

Pour contextualiser le rôle de l'extrême droite, il est important

de rappeler la séquence des événements. Ce que l'on a appelé « Euro-Maidan » a commencé le 24 novembre 2013. Le prétexte à la mobilisation a été le refus du président de la république de signer l'accord commercial avec l'Union européenne et dans les premiers jours le mouvement était formé de journalistes et d'étudiants, ainsi que l'extrême-droite qui les a rejoints dans un esprit de parasitisme.

Le parti néo-nazi Svoboda a été le premier parti parlementaire à rejoindre le mouvement, ce qui leur a donné une certaine visibilité.

Puis, le 29 novembre, il y eut l'intervention des forces de l'ordre sur la place. Cela a élargi le mouvement et à partir de là tous les secteurs sociaux et toutes les forces politiques d'opposition ont été là. A partir de là l'Euro-Maidan est devenu Maidan et plus le mouvement grandissait plus le rôle et l'influence de l'extrême-droite se réduisaient.

Je sais que pour certains, à gauche, il est impossible de participer à un mouvement si l'extrême droite est également présente. Mais la réalité n'est pas aussi pure que la théorie politique et, à mon avis, le rôle de la gauche est de s'engager et de participer au mouvement.

Un dernier détail à propos de l'extrême droite, il y a maintenant une lutte entre le parti Svoboda et le « Secteur de Droite », un nouveau groupe politique formé par des





organisations nationalistes et une partie des hooligans du monde du football.

L'aspect le plus important est que le moteur de Maidan était le peuple et pas les partis ou les organisations politiques : des gens ordinaires qui sont venus sur la place et qui sont restés jusqu'à la victoire. Certains l'ont payé de leurs vies.

### Une autre critique venue de certaines organisations de gauche en Europe a été l'interdiction du Parti Communiste en Ukraine ?

VC : Le Parti Communiste n'a pas été interdit. Il y a eu une initiative pour interdire à la fois le Parti des Régions, le parti de Viktor Yanoukovytch, et le Parti Communiste quand ils ont voté ensemble, le 16 janvier de cette année, la loi qui interdisait les manifestations et qui mettait sous contrôle les ONGs et les médias indépendants. Cette initiative n'a pas abouti, et, bien sûr, aucun parti n'a été interdit. Mais vous devez savoir que le Parti Communiste n'est communiste que de nom : son seul programme est la nostalgie pour l'état providence de la période de l'Union Soviétique, il n'y a rien de communiste dans cela !

### Et quel a été le rôle des syndicats ?

VC : La fédération syndicale officielle était du côté des autorités, mais la fédération syndicale indépendante était dans le mouvement. La direction de la fédération syndicale était dans le conseil de Maidan. Il y a eu un appel à la grève générale, mais elle n'a pas eu lieu : les usines et les industries sont dans les mains des oligarques, et ils ont cassé toute tentative pour organiser des grèves. Il y en a cependant eu quelques-unes à l'ouest et dans le centre de l'Ukraine, principalement dans le secteur des employés. Je pense que si nous avions réussi à organiser une grève générale, le mouvement aurait été encore plus massif et moins violent.

La situation en Ukraine a été analysée comme une division en deux du pays, les pro-européens contre les pro-russes. Dans ce contexte les propositions de transformer le pays en fédération et la récente décision du parlement de ne pas reconnaître le russe comme langue officielle ont donné

### l'impression d'un pays profondément divisé ?

VC : La décision prise par le parlement de faire du russe une langue officielle était en fait inconstitutionnelle. La constitution disant clairement que seul l'ukrainien est la langue officielle.

Cependant, même si la décision de 2012 était anticonstitutionnelle, je pense que la récente décision du parlement a été une erreur, et celui-ci est d'ailleurs en train de revenir sur cette décision.

Il est important de rappeler que plus de 50% des participants à Maidan étaient russophones.

De façon plus générale, le discours sur les « deux Ukraines » était populaire dans les années 1990, juste après l'indépendance quand des intellectuels théorisaient la division historique de l'Ukraine, l'ouest dans l'empire austro-hongrois et l'est dans l'empire russe.

Cependant, dès les années 2000, cette idée n'a pas passé le test de la réalité : l'Ukraine est restée unie et Maidan l'a prouvé. Maidan a eu lieu dans tout le pays, pas seulement à Kiev, mais aussi à Odessa, Kharkov, Donetsk et même à Sébastopol, en Crimée.

En janvier nous avons eu des actions pour se saisir des immeubles administratifs dans toute l'Ukraine. A l'est, où le parti de Yanukovych, le Parti des Régions, contrôle toutes les institutions étatiques, la répression a été féroce : les militants ont été attaqués par les forces spéciales et il y a eu des kidnappings, de la torture, des fusillades.

Je pense que le régime a avancé l'idée de fédération quand il a perdu le contrôle de la situation : cela a été une tentative désespérée de

**Vasyl Cherepanin dirige le centre de recherche « Culture Visuelle » de Kiev et est l'éditeur de la version ukrainienne du magazine « Krytyka polityczna » (Critiques Politiques).**

*Auparavant la vie politique était monopolisée par les néo-nazis et les oligarques. Il y a maintenant un nouvel espace politique dans lequel la gauche peut être plus visible et plus influente.*

garder le pouvoir. La réalité est que le peuple ukrainien est plus préoccupé par les questions sociales et économiques que par les mythes culturels qui ont été un instrument de propagande contre notre unité.

### Et comment vois-tu la situation actuelle en Crimée ?

VC : L'histoire de la Crimée est spécifique. La Crimée a un statut de république autonome dans l'Ukraine et elle représente une valeur stratégique immense pour la Russie.

Pendant des années, la Russie a financé des organisations pro-russes, y compris certaines qui se présentent comme d'extrême-gauche et utilise un discours radical dans leur propagande.



Mais sur un plan basique, l'occupation militaire de la Crimée est un putsch : une contre-révolution contre le mouvement.

Ce qui est arrivé en Ukraine est le pire des cauchemars pour Poutine : il a besoin d'utiliser tous les moyens – de la propagande à l'intervention armée – pour discrediter l'alternative politique en Ukraine, y compris l'alternative de gauche (et par extension la discrediter en Russie elle-même). Mais la réalité est que la situation

en Ukraine est maintenant hors du contrôle de la Russie.

**Qu'est-ce que la gauche, en Europe et au-delà, devrait faire maintenant ?**

VC : Comme toujours l'Union européenne et l'occident ont réagi trop tard.

Nous avons besoin des sanctions en décembre, mais il vaut mieux tard que jamais. Et la gauche a été également trop lente à réagir. Nous espérons des manifestations internationales pour soutenir

Maidan et pour mettre la pression sur l'Union Européenne et les Etats-Unis pour qu'ils agissent de façon plus déterminés, mais cela n'a pas eu lieu. Il n'y a pas eu de solidarité internationale.

Mais nous pouvons voir que Maidan a aussi inquiété l'Union européenne. Maidan était pour une Europe alternative et nous avons trouvé la voie pour nous battre pour nos droits de façon radicale et démocratique. C'est peut être aussi pour cela que l'Union européenne a été aussi lente à réagir. La gauche doit être mieux informée et plus active. La gauche ne doit pas répéter la propagande de Poutine qui dit que les fascistes occupent Maidan. La gauche doit prêter plus d'attention au contexte et comprendre que Maidan a été un vrai mouvement social et que l'Ukraine a fait une vraie révolution.

**Et pour la gauche en Ukraine ?**

VC : Il y a maintenant un nouvel espace politique dans lequel la gauche peut être plus visible et plus influente. Auparavant la vie politique était monopolisée par les néo-nazis et les oligarques.

Cela a en partie changé.

Maintenant la force active, c'est le peuple ukrainien. Maidan a été la preuve que les masses étaient le vrai moteur du progrès et de la révolution. La gauche ne peut pas rester comme elle l'était : élitiste et sectaire. Nous devons maintenant être plus inclusifs et travailler avec les larges masses. Nous avons à ouvrir nos perspectives, de les maintenir dans la réalité et nous engager dans toutes les questions sociales possibles.

Plus que le contenu, la forme de notre activité est vraiment importante.

Bien sûr nous devons construire de nouvelles plates-formes comme des centres sociaux, et institutionnaliser quelques initiatives issues de Maidan. Mais plus que tout, la gauche doit sortir et écouter le peuple. Toute défaite de la gauche serait une victoire pour l'extrême droite. Nous devons écouter ce que veut le peuple et ne pas seulement prêter attention aux idoles du passé. L'absence de pratique politique peut créer des hallucinations théoriques...

**Nicola Bullard et  
Christophe Aguiton.**

Interview réalisée le 6 mars 2014.

(1) <http://www.pglobal.org/events/2014/> l'initiative Post Globalization est soutenue par de nombreux mouvements sur le plan international, dont ATTAC France ; plusieurs mouvements de la gauche ukrainienne ont participé à cette conférence.

## De l'Etat vassal de la Russie à une communauté nationale démocratique

Le mouvement anti-totalitaire, anti-dominance russe et anti-corruption de la Place de l'Indépendance (*Maidan* en Ukrainien) à Kiev a donc été victorieux le 21 février 2014, 24 heures après le massacre de 90 de ses partisans par les forces spéciales du dictateur. 90 personnes, tuées par balles au coeur de l'Europe.

En riposte, dix jours plus tard 15 000 soldats russes surarmés mais sans insigne sur leur uniforme transportés par des camions kaki Kamaz aux plaques militaires russes occupaient la Crimée; dès le 5 mars cette presqu'île de 2 millions d'habitants était verrouillée par une nouvelle frontière «internationale» à Armiansk, isthme resserré à son extrémité nord.

Annexion de fait, qui est moins une tête de pont qu'un Fort Chabrol organisé par Moscou.

Comme à Kiev, et c'est la leçon des trois mois de lutte, les gens se connaissent désormais, savent s'organiser dans l'urgence et la clandestinité et avec internet. Le mouvement civique ukrainien qui inclut une partie importante des russophones natifs ne cesse de se renforcer depuis 1991 visant l'indépendance nationale et tout autant le pluralisme.

C'est l'affirmation de valeurs d'auto-expression indépendante de l'obéissance à un Etat-Empire qui veut limiter la culture politique à des valeurs de survie. Y contribuent la nature pluraliste du gouvernement provisoire et en parallèle le maintien du mouvement de la Place Maidan organisé de manière autonome et sur la base d'AG et de comités révocables, dont sont issus trois ministres.

Ses diverses composantes -sociale, linguistique, religieuse, laïque - sont cimentées par l'expérience de ces 3 mois. S'y ajoutent la

coordination des assemblées du peuple en province, la mobilisation d'une armée d'appelés et de volontaires, et la retenue non violente mais ferme face à l'occupation de la Crimée. Pour éviter tout nationalisme ethnique, il faudra juger au plus tôt les responsables des violences et exproprier kleptocrates et oligarques et fédéraliser le pays.

La tradition de Nestor Makhno et de son Armée Révolutionnaire des Insurgés de l'Ukraine 1918-21 qui affronta les Blancs et empêcha l'intervention étrangère et l'expansion des Bolcheviks russes, est réhabilitée.

En effet cet allié de toujours de l'Armée rouge russe et libérateur de la Crimée en 1920 a vu sa commune ukrainienne anarchiste paysanne écrasée dans le sang quelques semaines plus tard par l'Etat bolchevik russe.



*«il ne voulait pas être l'exécutant servile d'une volonté étrangère... Il insistait sur le principe de l'auto-organisation spontanée de la société.»*

Or aujourd'hui Makhno, enterré au Père Lachaise en 1934, a en Ukraine ses statues

et ses plaques, ses partisans paysans et étudiants ; ses œuvres écrites en russe sont enfin publiées en ukrainien. Son destin est bien décrit par l'historien russe Vassili Golobanov dans le premier livre qui lui soit consacré à Moscou (2013): *«il ne voulait pas être l'exécutant servile d'une volonté étrangère... Il insistait sur le principe de l'auto-organisation spontanée de la société.»*

Vladimir FIŠERA

# L'imposture Dieudonné



## Une vision conspiratrice

L'extrême droite a toujours été animée par l'obsession des complots et des lobbies. « *Les chemins de Dieudonné et de certains de ses colistiers ont très souvent croisé ceux des adeptes de la théorie du complot* » : Emmanuel Ratier, Lyndon LaRouche et ses disciples français dont Jacques Cheminade, le réseau Voltaire avec Thierry Meyssan. « *La théorie de la conspiration donne naissance à des mythes qui ont un fort pouvoir mobilisateur [...] Dieudonné en fait le fil à plomb de sa vision de la société. N'hésitant pas à l'appliquer à la traite négrière, il enfourche le cheval de l'anti-esclavagisme* ».

## La traite des Noirs et le « Juif négrier »

Jusqu'en 2000, Dieudonné ne s'intéresse qu'aux questions sociales et identitaires. Il milite pour « *la cause noire* », soulignant le fait qu'on ne donne aux Noirs que le sport et l'humour comme domaines d'expression, et s'autoproclame défenseur du continent africain.

En 2000, il se lance dans le projet d'un film traitant du Code noir. Il demande au CNC l'aide à l'écriture, subvention qui lui est refusée. Sur la base d'un antisémitisme obsessionnel et délirant qui le caractérise de plus en plus, Il dénonce alors les « *sionistes* » du CNC, au prétexte que cet organisme a financé plusieurs films sur la Shoah. Publié en 1685 sous Colbert, le Code noir (60 articles) met en place le régime esclavagiste des colonies françaises

« *Dieudonné n'est en rien un simple provocateur qu'un 'lynchage médiatique' aurait poussé à une certaine forme de radicalisme. Il développe une thématique récurrente, obsessionnelle d'où le second degré est totalement absent et qui repose sur le triptyque suivant : exploitation de la théorie du complot, dénonciation de l'esclavage des Noirs, antisémitisme sous couvert d'antisionisme.* » Une couverture que la législation en France oblige depuis plusieurs décennies l'extrême-droite à utiliser pour tenter d'éviter les attaques en justice.

(Antilles, Louisiane, île Bourbon). Le premier article concerne l'expulsion des « *Juifs* » hors des colonies, et tout le Code place les esclaves dans une situation de non-droit absolue, de sous-homme.

Pour Dieudonné, le 1er article s'explique parce que les Juifs auraient eu le monopole du commerce des Noirs -ce qui est une affirmation fantaisiste sur le plan historique. Il délire en disant que le « *lobby juif* » déteste les Noirs et leur souffrance parce que la souffrance, c'est leur « *business* ».

En fait cette thématique vient des Etats-Unis et de groupes afro-américains (Nation of Islam, etc.) ultra-minoritaires soutenus par quelques universitaires (Leonard Jeffries, Tony Martin). Selon Dieudonné, c'est le refus du CNC et le blocage du « *lobby juif du cinéma* » qui ont déclenché ses prises de position ultérieures.

## De l'antisionisme à la dénonciation du « péril juif »

Pour comprendre l'évolution de Dieudonné, il faut savoir que jusqu'au début des années 2000, il défend les causes antifascistes et antiracistes (candidature contre le FN à Dreux, combat pour la reconnaissance de l'esclavage, droit au logement, etc.).

Suite à son sketch antisioniste provocateur de déc. 2003, il subit menaces et agressions de la part de militants sionistes radicaux. Dès lors il

s'enferme dans une logique victimaire et rejoint l'extrême droite (le « *front des parias* »). Son antisionisme devient un antisémitisme de plus en plus virulent : il veut renverser l'image oppresseur-oppressé et assimile les juifs aux sionistes.

Pour lui, les non-juifs sont victimes d'un totalitarisme juif.

## Dieudonné à la croisée des antisémitismes

Deux courants antisémites se retrouvent chez lui :

- un vieil antisémitisme anticapitaliste du XIXe siècle selon lequel les « *Juifs* » ont le monopole de la banque, du commerce et de la presse.

- un antisémitisme d'extrême-droite qui dénonce la création artificielle d'Israël et défend la résistance palestinienne.

Dieudonné et Alain Soral établissent une division manichéenne entre les prolétaires pauvres « *victimes du système* » et une classe dominante de riches financiers complices de « *l'axe américano-sioniste* ».

## Dieudonné et la croisade contre le nouvel ordre mondial

Pour séduire les couches populaires, Dieudonné s'inspire de diverses sources : Christian Bouchet (revue *Résistance*), l'ex-dirigeant FN Jean-Claude Martinez (alternationalisme), Alain Soral (site *Egalité et Réconciliation*) ; Thierry Meyssan (projet *Axis for Peace*).

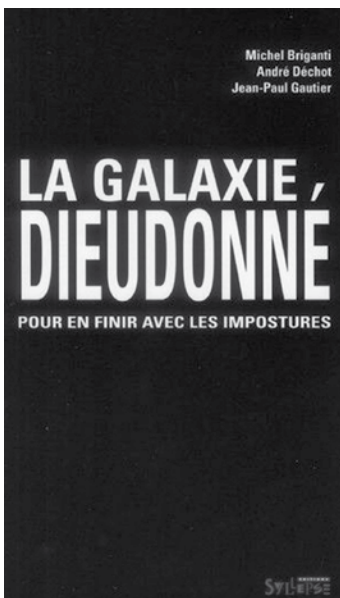
### Alain Soral, éminence grise et gauche canada dry

En 2006, Dieudonné se voit un destin national et prétend représenter la « vraie gauche », Le Pen représentant la vraie droite avec qui on peut débattre et agir.

Cette évolution est marquée par son amitié avec Soral qui ambitionne de faire éclater le clivage gauche/droite (« *Marx voterait aujourd'hui Le Pen* » !). En fait les analyses soi-disant marxistes de Soral sont une stratégie de destruction de la gauche. Il condamne mai 68, piétine l'histoire de la résistance au nazisme et au colonialisme du PCF - dont il prétend avoir été membre -, théorise un antiféminisme rageur, et qualifie le FN de mouvement qui évolue vers la « vraie gauche ». Il utilise les concepts du marxisme pour rendre présentable son nationalisme.

### L'aventure de la liste antisioniste

En 2004, Dieudonné soutient la liste Europepalestine conduite par Christophe Oberlin, chirurgien opérant régulièrement à Gaza, puis refuse de la suivre « *pour ne pas diviser la résistance palestinienne autour de Leila Shahid* ».



**LA GALAXIE DIEUDONNÉ**  
Pour en finir avec les impostures de Michel Briganti, André Déchot et Jean-Paul Gautier  
ed.Syllepse

Soutenu par Soral, Dieudonné crée une liste antisioniste, assemblage hétéroclite d'extrême droite (ce parti sera ignoré par l'Autorité palestinienne et le Hamas) pour les élections de 2009 dont le score dans la circonscription d'Ile de France sera très faible (1,30%, mais entre 15 et 25 % dans certains bureaux de vote de Gennevilliers, Aulnay, Les Mureaux, etc).

### Dans les wagons du négationnisme

Le négationnisme est une imposture historique animée par l'antisémitisme et une falsification de l'antisionisme. En France, il n'est pas réservé à l'extrême droite mais est aussi relayé par des éléments venus de l'ultra-gauche, pour laquelle la sacralisation de la Shoah instrumentalise la référence au génocide afin de dissimuler les exactions d'Israël, ce qui empêcherait la dénonciation des autres génocides (sionisme = racisme = nazisme = génocide des Palestiniens). Dieudonné produit Faurisson dans son spectacle du 26 décembre 2008 et lui fait décerner le prix de « *l'infréquentabilité et de l'insolence* » par un acolyte déguisé en déporté.

Publié en 2011, ce livre très documenté et captivant est d'une brûlante actualité et l'enjeu de ce qu'il révèle va bien au-delà du personnage de Dieudonné ou de la figure d'Alain Soral qui l'inspire et dont l'imposture est ici également dévoilée. En effet, c'est bien la construction de passerelles entre l'extrême-droite et des éléments venus de la gauche, sous des formes nouvelles, qui est le cœur du sujet, et dont Dieudonné n'est qu'un élément. ■

Bruno DELLA SUDDA,  
Arthur LEDUC et Nikou TRIDO

## Chroniques du Manoubistan

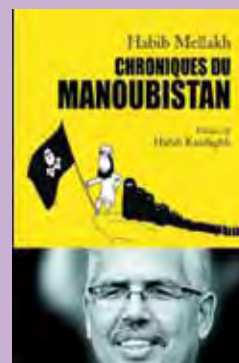
L'ouvrage reprend les chroniques tenues au jour le jour par un universitaire tunisien, professeur de littérature française à la Faculté des Lettres, des Arts et des Humanités de La Manouba (FLAHM) (banlieue de Tunis). Préfacé par le Doyen, Habib Kazdaghli, il rend compte par le menu de la situation extravagante d'une institution prise en otage par les salafistes, pour la plupart étrangers à la Faculté et même à l'Université, qui la considéraient comme devant faire l'objet d'une conquête (ghazoua). Ce travail rend bien l'atmosphère de quasi-guerre civile à laquelle, enseignants, étudiants et personnels, se sont trouvés confrontés pendant des mois (de décembre 2011 à avril 2012 pour l'essentiel). Occupation des locaux, tentatives d'imposer aux enseignants la présence d'étudiantes portant le niqab pendant les cours et les examens, insultes et voies de fait, tel fut leur quotidien durant des semaines, le tout culminant les 6 et 7 mars 2012, avec l'agression dont est victime le doyen Habib Kazdaghli dont le bureau est saccagé, et la tentative, avortée grâce à l'action d'une étudiante héroïque, de substituer le drapeau noir de l'islamisme au drapeau national tunisien. Les enseignants se sont battus pour les libertés universitaires, c'est-à-dire, dans le contexte politique tunisien, pour les libertés tout court, l'enjeu, dans un tel contexte, dépassant de loin le périmètre de cette

université. Il faut dire en effet que le pouvoir, dominé par les islamistes d'Ennahda, s'est montré pour le moins passif sinon complice des salafistes. Le ministre de l'Enseignement supérieur n'est-il pas allé jusqu'à accuser ses « collègues de ne pas être à la hauteur » et le doyen « de ne pas avoir fait ce qu'il fallait et d'avoir des arrière-pensées politiques » (Conférence de presse du 8 mars 2012) ? Cet affrontement entre l'obscurantisme et les lumières, finalement résolu par une reprise des cours et, pour l'héroïque Doyen accusé de voies de fait sur les deux étudiantes niqabées qui avaient saccagé son bureau, par un non-lieu, était emblématique d'une tentative de mise au pas de la société tout entière. Il est de ce fait permis de penser que la mise en échec de cette entreprise, grâce au courage des enseignants de la Manouba et de leur Doyen, au terme d'un combat dont l'ouvrage d'Habib Mellakh retrace de manière exemplaire les dramatiques étapes, n'est pas sans avoir joué un rôle dans la solution qui s'est finalement imposée en Tunisie, le vote de la constitution et, du fait du recul d'Ennahda, la mise en place d'un gouvernement de techniciens, bref,

une avancée considérable à mettre au crédit du camp laïc.

À lire absolument par tous ceux qui s'intéressent aux processus révolutionnaires à l'œuvre dans le monde arabe, particulièrement au Maghreb. ■

Jean-Paul BRUCKERT



**Chroniques du Manoubistan,**  
Habib MELLAKH, Tunis, Cérès éditions, 2013 (327 p.). Préface de Habib KAZDAGHLI.